

L'AFP face à la propagande palestinienne

Octobre - Novembre 2014

Introduction

Dans le traitement du conflit israélo-palestinien, l'Agence France Presse respecte-t-elle ses principes de vérité, d'impartialité et de pluralisme auxquels elle s'est elle-même engagée dans ses statuts ou fait-elle preuve au contraire d'une relative perméabilité, sinon complaisance, aux thèses de la partie palestinienne?

L'objet de ce rapport est d'exposer de la manière la plus objective ce qui semble bien constituer des "entorses" à ces principes, constatées à de nombreuses reprises dans dépêches de l'AFP lors d'événements concernant le conflit israélo-palestinien.

Ces dérapages, s'ils ne sont certes pas constants, réapparaissent suffisamment souvent - notamment en période de crise - pour pouvoir légitimement poser la question de l'influence de la propagande palestinienne sur la ligne éditoriale de l'AFP.

Si une telle influence était établie, elle contreviendrait gravement à l'obligation "*d'indépendance*" à l'égard de tout "*groupe d'intérêt politique*" qui figure dans les statuts de l'agence en ce qu'elle constituerait une "*opinion sur les faits présentés*", ce à quoi l'AFP elle-même s'interdit.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) considère qu'il est fondé à dénoncer ces déséquilibres qui diabolisent l'Etat d'Israël présenté faussement comme un "Etat voyou" ne respectant pas le droit international et pratiquant une politique violente et raciste à l'égard des Palestiniens.

Cette délégitimation d'Israël a en effet des conséquences extrêmement négatives et dangereuses pour la communauté juive car elle la fait apparaître aux yeux de l'opinion publique française comme liée à un Etat qui opprimerait les arabes et en particulier les musulmans.

Dans une première partie, ce rapport se propose d'examiner les dépêches concernant le conflit israélo-palestinien diffusées par l'AFP sur une grande partie des mois d'octobre et novembre 2014. Durant cette période, Jérusalem a été le théâtre de manifestations violentes, d'affrontements et d'attentats. En arrière plan de ces tensions se trouvent les accusations de l'Autorité Palestinienne selon lesquelles le gouvernement israélien s'apprêterait à rompre le statu quo en vigueur sur "l'esplanade des mosquées" depuis 1967 et à autoriser les Juifs à y prier.

Dans une deuxième partie, le rapport examinera le traitement par l'AFP de certains événements et moments de crises au cours des années écoulées afin de vérifier si les principes de vérité et d'impartialité ont été pleinement respectés ou si, au contraire, l'influence de la propagande palestinienne s'y révèle.

1) La tension croissante sur l'Esplanade des Mosquées/Mont du Temple, 8- 22 octobre

Le 8 octobre, des dizaines de jeunes palestiniens attaquent à coup de pierres et de fusées éclairantes la police israélienne qui protège des visiteurs juifs présents sur l'esplanade des mosquées.

L'AFP qui rend compte de l'événement resitue l'incident dans un contexte de tensions croissantes sur le lieu à la foi saint pour le judaïsme et l'islam.

Dans une longue dépêche (16 h 30), l'AFP attribue ces tensions à "*des déclarations de certains membres de la majorité gouvernementale de droite sur la possibilité d'accorder aux juifs le droit d'aller prier sur l'esplanade*".

L'agence rapporte les déclarations du président palestinien Mahmoud Abbas qui "*a accusé le gouvernement israélien de délibérément favoriser la venue d'extrémistes juifs sur l'esplanade*".

La dépêche poursuit en citant le communiqué du président palestinien: "*Les attaques contre la sainte mosquée Al-aqsa vont croissant, menées par les colons et les extrémistes juifs et sponsorisées par le gouvernement israélien*", a-t-il dit dans un communiqué qui **défend le droit à la résistance**".

Le 10, octobre les autorités israéliennes décident de limiter l'accès de l'esplanade aux Palestiniens de plus de 50 ans.

Dans une dépêche datée de 8 h 05, l'AFP rapporte en quatre ligne les déclarations du porte-parole de la police israélienne Luba Samri, qui justifie cette mesure:

"A la suite d'informations sur l'intentions des jeunes arabes de provoquer des désordres à l'ordre public à la fin de la prière du vendredi, il a été décidé de limiter l'accès de l'esplanade aux fidèles de plus de 50 ans" (...) "*Par précaution, la police a également déployé des renforts à Jérusalem pour maintenir l'ordre*".

Le 13 octobre, de nouveaux heurts surviennent sur l'esplanade entre Palestiniens et policiers. Selon l'AFP, les jeunes palestiniens s'opposaient à une visite prévue de "fidèles juifs orthodoxes".

La dépêche datée de 12 h 22, rapporte la version du porte-parole de la police israélienne: "*après la prière musulmane au petit matin, plusieurs jeunes ont jeté des pierres et des objets incendiaires sur les forces de l'ordre et dressé des barricades de fortune (...)* Puis ils se sont réfugiés dans la mosquée"

"Parmi les visiteurs se trouvait **le sulfureux député du Likoud** (le parti de Benjamin Netanyahu) **Moshé Feiglin, connu pour proclamer la souveraineté d'Israël sur les Territoires occupés et Jérusalem**", souligne la dépêche.

Le texte poursuit en rapportant un communiqué de l'Autorité Palestinienne dénonçant le fait qui "*Israël a autorisé le colon Moshé Feiglin et d'autres extrémistes israéliens envahir le*

parvis de la mosquée Al-aqsa alors que l'accès en a été refusé aux Palestiniens".

Le 15 octobre une nouvelle dépêche fait état de nouveaux affrontements aux abords de la mosquée et indique que la police israélienne a momentanément limité l'accès de l'esplanade aux seuls musulmans.

La dépêche précise que "*à l'occasion de la fête juive Souccot, la police a autorisé des groupes de fidèles juifs, y compris des extrémistes de droite, à se rendre sur l'esplanade, à certaines heures et sous haute surveillance. La venue des pèlerins juifs a déclenché la colère de certains fidèles musulmans ...*".

A la fin d'une dépêche datée de 10 h 34, l'AFP rapporte en cinq lignes la position du ministre israélien de l'intérieur, Yitzhak Aharonovitch, qui menace de fermer complètement le site si le calme ne revient pas.

"Nous voulons que le Mont du temple (nom donné par les juifs à l'esplanade) reste ouverte pour les musulmans mais aussi pour les juifs, mais si les juifs ne peuvent plus s'y rendre alors les musulmans non plus", a déclaré le ministre... Cette déclaration sera diffusée à nouveau dans une synthèse de 12 h 43)

Le 17 octobre, l'AFP diffuse une nouvelle et très longue dépêche titrée:

Abbas appelle les Palestiniens à protéger la mosquée Al-Aqsa

"Le président palestinien Mahmoud Abbas a appelé ses compatriotes à empêcher l'accès à la mosquée Al-aqsa à Jérusalem aux colons israéliens et à utiliser tous les moyens pour protéger le site", indique la dépêche qui rapporte de larges extraits de la conférence de presse de Mahmoud Abbas.

"Les musulmans s'inquiètent que les autorités israéliennes puissent finir par donner aux juifs le droit de prier sur l'esplanade", précise la dépêche qui ajoute que *"le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon a exigé la fin des "provocations", sur le site".*

Le démenti israélien n'arrive qu'à la toute dernière ligne de la dépêche et de manière extrêmement laconique.

"Le Premier ministre israélien a répondu qu'Israël ne touchera pas au "statu quo" régissant l'esplanade".

Le même jour, une dépêche (18 h 13) est consacrée à une **"manifestation à Gaza pour défendre l'esplanade des Mosquées"**, qui se borne à reproduire de la même manière et toujours en fin de dépêche le démenti du Premier ministre israélien.

Le lendemain, 18 octobre, une nouvelle dépêche annonce:

Heurts sur l'Esplanade des Mosquées: Abbas menace de mesures judiciaires

"Le président palestinien a menacé de saisir les instances pénales internationales après les "agressions" de colons israéliens contre la mosquée Al-aqsa".

La dépêche ne reprend plus le démenti du Premier ministre israélien mais rapporte, au cinquième paragraphe et en trois lignes les propos du ministre israélien des Affaires étrangères **Avigdor Lieberman - qualifié de "faucon ultra-nationaliste"** - qui a accusé en retour Mahmoud Abbas d'appeler à une "guerre de religions" et comparé le président palestinien aux "*groupes islamistes radicaux en Irak et en Syrie*".

Le 20 octobre une nouvelle dépêche est diffusée par le bureau de Ramallah. Elle est titrée:

"Si Israël divise l'Esplanade des Mosquées, il fera "exploser la région", prévient le Fatah"

Cette longue dépêche d'une quarantaine de ligne ne rappelle pas, ne serait-ce qu'en quelques mots, les démentis israéliens des jours précédents

Ce n'est que deux jours plus tard, le 22 octobre, qu'une dépêche fait état dans son titre d'un démenti israélien.

Esplanade des Mosquées aucun projet d'y permettre aux juifs de prier, dit Israël

A noter toutefois, que l'AFP ne rapporte que de manière très indirecte des propos, cités par Haaretz, d'un fonctionnaire jordanien anonyme qui indique avoir reçu cette assurance du cabinet du Premier ministre israélien.

Dans cette première phase de tension de la mi-octobre, l'Agence France Presse semble avoir accordé une part nettement plus importante aux accusations palestiniennes qu'aux démentis et prise de positions des autorités israéliennes.

A cet égard, deux périodes peuvent être distinguées.

Du 8 au 15 octobre, l'AFP diffuse sept dépêches consacrées au regain de tension sur l'esplanade des Mosquées. il s'agit de dépêches factuelles et de synthèses, rapportant de manière relativement égales les positions et les déclarations respectives des Palestiniens et des Israéliens.

A partir du 17 octobre, on constate un net déséquilibre en faveur des Palestiniens. Quatre dépêches sont diffusées en quatre jours titrant sur les accusations palestiniennes infondées alors que les démentis israéliens n'occupent que quelques lignes en fin de texte.

Il faut également souligner que les noms des responsables politiques israéliens sont fréquemment accompagnés d'adjectifs péjoratifs. Moshé Feiglin est qualifié de "**sulfureux député du Likoud**" (AFP du 13 octobre, 12 h 22), le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman de "**faucon ultra-nationaliste**" (AFP du 18 octobre 21 h 52).

En revanche, de tels qualificatifs ne sont jamais employés à l'égard des responsables palestiniens: Ismaïl Radwan, qui appelle "*notre peuple à Jérusalem et en Cisjordanie a*

défendre Al-Aqsa", est simplement qualifié de "*dirigeant du Hamas*" et son organisation (qui figure sur la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne) est pudiquement qualifiée d' "*organisation islamiste radicale*".

A noter également que le terme "*extrémistes*" ne semble réservé dans les dépêches de l'Agence France Presse, qu'aux seuls Juifs et aux colons. Même lorsqu'ils sont à l'origine de violences à l'égard de pèlerins ou de visiteurs juifs, les "*musulmans*" et les "*jeunes palestiniens*" ne sont jamais qualifiés d'extrémistes (voir plus bas, point N)

2) L'attentat à la voiture bélier à Jérusalem, 22 octobre 2014

Le mercredi 22 octobre au soir, un palestinien lance volontairement sa voiture sur un groupe de passant qui attendent le tramway à une station de Jérusalem. Cet attentat à la voiture bélier provoque la mort d'un bébé de quatre mois et d'une jeune femme équatorienne. Sept autres personnes sont blessées. Le Palestinien est abattu par un policier israélien alors qu'il tente de prendre la fuite.

Selon la police israélienne, le conducteur palestinien, Abed Abdelrahmane Shaloudeh, était membre du Hamas et venait de purger 18 mois dans une prison israélienne.

Des proches, cités par l'AFP dès le soir de l'attentat, ont indiqué que Abed Abdelrahmane Shaloudeh était le neveu de Muhi al-Din Sharif, un "ancien faiseur de bombes notoire du Hamas, mort en 1998.

L'AFP a précisé que le jeune palestinien avait affiché sur sa page Facebook des posters le montrant par photomontage aux côtés de son oncle ainsi que du Cheikh Yassine, le fondateur du Hamas.

Le soir même de l'attentat Le porte-parole du Hamas Hossam Badran, a salué dans un Tweet l'attaque comme une "réponse naturelle aux crimes de l'occupation et à l'invasion des Juifs en particulier à al-Aqsa".

En dépit de ces éléments provenant de sources multiples, l'AFP a indiqué dans une synthèse du lendemain (23 octobre 2014, 23 h 12) que " *son appartenance au Hamas n'a pu être confirmée d'autre source*".

Dès les premières heures qui ont suivi l'attaque à la voiture bélier, l'Agence France Presse a systématiquement mis en doute qu'il puisse s'agir d'un attentat terroriste et a constamment privilégié les dénégations de la famille du jeune palestinien.

22 octobre 19 h 21 "*probable attaque terroriste*"

20 h 53 : "*un bébé tué dans une attaque **qualifiée** de terroriste à la voiture bélier*"

Dans les jours suivant, cette expression " *attaque **qualifiée** de terroriste*", instillant un doute sur la nature de l'attentat, sinon sur sa réalité, sera constamment répétée par l'AFP.

L'expression de ce doute sera sans cesse exprimée de diverses manières:

Le 25 octobre à 20 h 52,, une dépêche rapporte le témoignage de la mère d'Abdelrahamane Shalodi, Inès Charif qui " *a dit à l'AFP croire à un accident de voiture. Selon elle, son fils aîné était au cours des derniers jours dans un état d'épuisement mental tel qu'un médecin lui avait conseillé d'aller voir un spécialiste*".

Tout en privilégiant la thèse de l'accident, la mère du jeune palestinien justifie dans le même temps un éventuel passage à l'acte de son fils:

Shalodi était sorti de prison en décembre après y avoir passé 14 mois pour avoir jeté des pierres, selon ses proches. Les services de sécurité israéliens, qui le soupçonnaient d'appartenance au Hamas, le harcelaient depuis des mois, a encore accusé Mme Charif...."

Cette justification est avancée par l'AFP elle-même qui laisse entrevoir une responsabilité indirecte des colons en raison du climat créé par leurs actions.

"Le jeune homme vient d'un quartier populaire (Silwan) au coeur de l'actualité récente, à cause des crispations et des heurts provoqués par l'installation de colons juifs au milieu de Palestiniens dans des logements autrefois propriété des Palestiniens" (AFP 22 octobre, 23 h 26)

Le 26 octobre à 18 h 56 une dépêche est titrée:

*"Jérusalem: violents heurts à l'occasion des funérailles d'un Palestinien **accusé d'attentat** "*

le texte de la dépêche précise: *"Ce Palestinien de 21 ans a été abattu mercredi par la police après avoir délibérément, **selon les autorités israéliennes**, jeté sa voiture sur un arrêt du tramway...."*

Une dépêche du même jour (18 h 41) rapporte de la même manière l'événement en y ajoutant un élément de doute supplémentaire :

*"Mercredi, Abdelrahmane Shalodi, un Palestinien de Jérusalem-Est avait, **délibérément selon les autorités israéliennes**, jeté sa voiture sur un arrêt du tramway dans la Ville sainte, tuant un bébé et blessant six autres personnes. **La police l'avait aussitôt abattu, l'accusant d'avoir mené un attentat "terroriste"**" (C'est bien l'AFP qui mets les guillemets à "terroriste", ndlr)*

A 21 h 13, l'AFP fait état de violents heurts à Jérusalem à quelques heures des funérailles de *"l'auteur présumé d'une attaque anti-israélienne"*. Plus loin: la dépêche poursuit : *"Les autorités n'ont aucun doute sur la nature "terroriste" de l'acte. La famille veut croire à un accident "*

A 22 h 55, l'AFP diffuse sur son fil un long reportage sur l'ambiance qui règne au domicile des Shalodi, la famille en deuil du jeune Palestinien abattu. Comme elle le fera quelques jours plus tard lors de la tentative d'assassinat du rabbin Yehuda Glick (voir plus bas, journée du 29 octobre), l'Agence France Presse choisit de privilégier le point de vue de la famille de l'agresseur plutôt que de celui des familles des victimes. Aucune dépêche ne sera consacrée ni au bébé de quatre mois tué dans l'attentat, ni à sa famille, ni à la jeune femme équatorienne qui était venue s'installer en Israël et qui est décédée de ses blessures quatre jours après l'attentat, ni aux nombreux blessés et à leurs proches.

Le reportage au sein de la famille Palestinienne met à nouveau en doute la thèse de l'attentat terroriste, (*"Les Shalodi croient à un accident",*) et dresse le portrait très humanisé d'une famille déchirée entre ses *"convictions religieuses profondes"* et les *"termes rigoureux des autorités israéliennes pour récupérer les corps du jeune homme et l'enterrer"*. (Les Israéliens ont fixé des conditions très strictes pour éviter tout débordement durant les funérailles, ndlr).

Le père est dépeint comme *"un homme simple"* qui *"veut enterrer son fils selon la charia"*. La dépêche s'attarde sur *"l'intérieur simple et soigné des Shalodi"*, *"la grand-mère d'Abdelrahmane, 75 ans, vêtue de noir qui s'évanouit sous l'effet des gaz lacrymogènes que le ventilateur ne suffit pas à dissiper"* (selon la dépêche, des policiers israéliens dispersent au même moment dans la rue des manifestants venus *"prier"* devant la maison du défunt et manifester leur solidarité avec la famille) *et de la tension des derniers jours"*.

La dépêche cite ensuite le cousin Abed al-Rahman: *"Il y a quelques jours, avec des amis, on regardait les gamins de 12, 15 ans lancer des pierres aux policiers. On se disait: il y a 25 ans, on était à leur place. On a souri"*.

La dépêche décrit *petit-fils qui, "inquiet pour la survie de sa grand-mère étendue sur une courtépointe en piqué dans la maison plongée dans le noir, lui prend le pouls" (...)* *La grand-mère a recouvré ses esprits. Elle garde le souvenir des derniers mots adressés à Abdelrahmane: " Que Dieu te protège"*.

En contre-point de cette émotion familiale rendue avec force détails, le reporter de l'AFP conclut sur une image aperçue dans la rue: *"en contrebas, la masse sombre des policiers emmène au moins trois Palestiniens"*.

En plus de la dépêche, un reportage vidéo a également été réalisé au domicile des Shalodi qui a été diffusé à tous les abonnés de l'Agence France Presse.

Tout au long de la journée, l'AFP a diffusé huit dépêches faisant état du *"refus"* des autorités israéliennes de rendre le corps à la famille (il s'agissait en fait de conditions), des tractations avec la famille puis relatant les funérailles du jeune palestinien.

Aucune dépêche n'a traité des funérailles des victimes israéliennes de l'attentat ni du deuil de leurs familles en dépit des nombreuses informations disponibles à ce sujet dans la presse locale.

L'AFP a-t-elle en rendant compte de l'attentat de Jérusalem du 22 octobre respecté ses principes *"d'Impartialité"* et de *"Pluralisme"*? L'examen de l'ensemble des dépêches consacrées à cet événement semble malheureusement indiquer un parti-pris et un déséquilibre en contradiction avec ces principes. (*"Aucun utilisateur des informations de l'AFP ne doit pouvoir y déceler une opinion sur les faits présentés"*- *"Notre devoir est de présenter les positions de toutes les parties concernées, sans favoriser quiconque"*)

3) L'annonce par le gouvernement israélien d'un nouveau programme de logements à Jérusalem, le 27 octobre 2014

Le lundi 27 octobre 2014, le gouvernement annonce la planification de 1.000 logements à Jérusalem-Est.

L'AFP donne l'information à 8 h 29 par un *urgent*, puis par une dépêche plus développée à 9 h 09, titrée: "Israël accélère les plans pour 1.000 logements à Jérusalem-Est".

A partir de 11 h 12, l'information est traitée sous forme d'une longue synthèse - titrée "*Israël accélère la colonisation à Jérusalem-Est, au risque d'ajouter aux tensions*" - qui sera diffusée et réactualisée à cinq reprises dans la journée.

Cette synthèse au ton très sévère à l'égard du gouvernement Israélien, accuse notamment Israël "*d'empoisonner encore davantage l'atmosphère*" à Jérusalem.

En plus de ces synthèses, l'AFP diffuse tout au long de la journée, des dépêches consacrées aux réactions suscitées par l'annonce de la construction des futurs logements. La totalité de ces réactions, sont des réactions de condamnation.

AFP 11 h 13 Bulletin - *Jérusalem-Est: construire de nouvelles colonies provoquera une "explosion" (Fatah)*

AFP 11 h 32 - *Jerusalem-Est: les nouvelles colonies israéliennes provoqueront une "explosion" (Palestiniens)*

AFP 12 h 01- *Jerusalem-Est: les nouvelles colonies israéliennes provoqueront une "explosion" (Palestiniens)*

AFP 18 h 10 - *Jordanie:le chef du Parlement compare le "terrorisme" d'Israël à celui de l'Etat islamique*

AFP 18 h 39 - *Colonisation à Jérusalem-Est: l'UE demande à Israël de "revenir d'urgence" sur cette décision*

AFP 21 h 01 - *Jérusalem: Abbas demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu*

AFP 21 h 02 - *La colonisation israélienne à Jérusalem-Est est "incompatible" avec la paix (USA)*

Mais l'AFP ne consacre aucune dépêche au discours que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu prononce le matin même lors de l'ouverture de la session d'hiver de la Knesset dans lequel il justifie longuement le droit des Israéliens de construire à Jérusalem.

Ce discours fait l'objet à partir de 17 h de larges comptes-rendus sur les sites des grands journaux israéliens (Haaretz, Yédioth Aharonoth, Jerusalem Post, Times of Israël...).

Contrairement aux réactions des autres acteurs du dossier (Fatah, Abbas, Union Européenne, Usa, Jordanie...) Les propos du chef du gouvernement israélien ne se verront pas réserver la place et la visibilité d'une dépêche autonome, mais seront réduits à trois lignes dans les synthèses de fin de journée.

"Israël est dans son droit absolu quand il construit dans les quartiers juifs. C'est un consensus, tous les gouvernements l'ont fait, et tous les palestiniens ont compris que ces quartiers resteront sous contrôle israélien dans n'importe quel accord" a asséné le Premier ministre israélien devant le parlement.

Sur cet épisode, une fois de plus, le déséquilibre flagrant dans la présentation des différents points de et l'emploi d'expressions extrêmement négatives à l'égard d'Israël semblent être en contradiction avec le principe "d'impartialité" prôné par l'AFP selon lequel *"aucun utilisateur des informations de l'AFP ne doit pouvoir déceler une opinion sur les faits présentés"*.

4) La tentative d'assassinat du rabbin Yehuda Glick, du mercredi 29 octobre 2014

Les faits:

Le mercredi 29 octobre au soir, le rabbin Yehuda Glick est grièvement blessé par balles alors qu'il vient de participer à un débat dans une salle de conférence de Jérusalem Ouest. Yehuda Glick est l'une des figures emblématique du courant qui milite pour que l'autorisation soit donnée aux Juifs de prier sur l'esplanade des Mosquées/Mont du Temple. Le tireur réussit à prendre la fuite en moto. L'agresseur présumé, un palestinien de Jérusalem-Est, Muataz Hijazi, membre du Djihad Islamique, sera identifié et tué le lendemain matin à son domicile lors d'une opération d'une unité des forces spéciales de la police israélienne venue l'interpeller.

La délégitimation de la victime qualifié abusivement "d'extrême droite":

Le 29 octobre au soir, les premières dépêches, citant la radio israélienne, indique que "le blessé est un *militant de droite* qui venait de participer à un débat". Ce terme est d'ailleurs celui qui sera employé au cours des jours suivants par l'ensemble de la presse israélienne, que ce soit en anglais ("*right-wing activiste*") ou en hébreu (*pail hayamine*). Le Haaretz, organe de référence de la gauche israélienne usera de ce terme sans jamais rajouter le qualificatif "*extrême*".

Mais à 23 h 04, une nouvelle synthèse opère progressivement une modification. Yehuda Glick est toujours qualifié de "*militant de droite*" dans le titre de la dépêche, mais devient "*un militant d'extrême droite*" dans le troisième paragraphe.

Dans la dépêche du lendemain matin 30 octobre (7 h 08), la même confusion des termes est employée. La dépêche annonçant la mort du tireur présumé est ainsi libellée:

Jérusalem: un Palestinien qui avait tiré contre un militant de droite, tué (police)

mais au quatrième paragraphe, le rabbin victime de la tentative d'assassinat est à nouveau qualifié de "*militant d'extrême droite*".

Selon quels critères objectifs l'Agence France Presse a-t-elle estimé qu'un "militant de droite" pouvait désormais être considéré comme "d'extrême-droite"?

Le rajout de ce qualificatif manifestement péjoratif ne risque-t-il pas d'apparaître comme l'expression déguisée d'une opinion qui contreviendrait au principe d'impartialité fixé par l'AFP elle-même dans ses engagements:

"De par son statut, l'AFP est indépendante de tout groupe d'intérêts politiques. Aucun utilisateur des informations de l'AFP ne doit pouvoir y déceler une opinion sur les faits présentés. Et le journaliste doit avoir la conviction intime de rendre compte de l'événement sans l'altérer"

A moins que cette façon de rapporter l'événement procède d'une conception idéologique selon laquelle tout militant de droite peut être *de facto* classé à l'extrême droite?

Tout au long de la journée, Yehuda Glick est qualifié au fil des dépêches de:

- *activiste d'extrême droite* (8 h 15)
- *figure de la droite ultranationaliste israélienne* (8 h 15)
- *figure ultra-nationaliste juive* (9 h 26)
- *ultra-nationaliste juif* (9 h 26)
- *figure de l'ultra-droite israélienne* (15 h 14)
- *figure de la droite ultranationaliste juive* (9 h 55)

La véritable personnalité du rabbin Yehuda Glick


L'emploi de ces qualificatifs péjoratifs (ultra, extrême...) accolés aux mots "Juif" et "Israélien" s'apparente-t-il à l' expression d'une opinion?
Concernant le rabbin Yehuda Glick, s'agissait-il d'accentuer négativement le profil de la victime de cette tentative d'assassinat?

L'Agence France Presse n'a en tout cas pas cité les nombreux articles parus dans la presse israélienne (*Yedioth Aharonoth, Times of Israël*) qui ont évoqué la personnalité de Yehuda Glick.

S'il est vrai que la question de l'accès sur l'esplanade des Juifs souhaitant pouvoir y prier est une affaire très polémique et sensible en Israël, Yehuda Glick ne passe en rien pour un fanatique ou un extrémiste.

Rabbin au profil original, il milite pour la coexistence et le dialogue entre toutes les religions et entretient de bons rapports avec les musulmans et les chrétiens. Il n'a jamais incité à la violence à l'égard de quiconque. De nombreuses personnalités de la gauche israélienne lui ont envoyé des messages de sympathie après la tentative d'assassinat dont il a été l'objet.

On peut relever notamment ce tweet, envoyé le soir de l'attentat, par Yariv Oppenheimer, le secrétaire général du mouvement pacifiste de gauche, "La Paix Maintenant" :

[Blm5bLaU_normal.jpeg](#) 
[yariv oppenheimer @yarivop](#)

"Il y a cinq jours j'ai participé avec Yehuda Glick à un débat à l'émission de télé Erev Hadach (sur la chaîne éducative, ndlr), avant l'émission j'ai discuté longuement avec lui et son épouse, la discussion a été amicale et agréable. Je lui adresse mes vœux de rétablissement.

- On peut également visionner sur Youtube, cette vidéo prise en juillet 2014 où l'on voit le rabbin Yehuda Glick fraternisant avec des fidèles musulmans sur l'esplanade des Mosquées et récitant avec eux des prières en arabe et en hébreu:

<http://www.youtube.com/watch?v=wacgNEgdiUg>

Le profil du tireur palestinien

Selon les informations rapportées par la police israélienne (et dont l'AFP a fait état), le tireur présumé Muataz Hijazi a passé dix ans dans les prisons israéliennes pour "activités terroristes".

Le Jihad islamique (qualifié pudiquement par l'AFP de "*mouvement radical*", alors qu'il figure sur la liste officielle des organisations terroristes de l'UE) a par ailleurs confirmé que Muataz Hijazi était l'un de ses membres.

Mais l'AFP ne le désigne dans l'ensemble des dépêches diffusées que par le qualificatif neutre de "palestinien" sans y adjoindre les mentions "extrême, extrémiste, ultra, djihadiste...." aux connotations forcément péjoratives.

Dans ces conditions, il semble permis de s'interroger sur le respect par l'AFP du principe de "Pluralisme" en vertu duquel elle édicte elle-même la règle suivante:

*"Beaucoup de nouvelles portent sur des **conflits** et des **confrontations d'idées**. **Notre devoir est de présenter les positions de toutes les parties concernées, sans favoriser quiconque**"*

Les circonstances de la mort du tireur présumé :

Cette question du pluralisme des sources et de l'absence de favoritisme se trouve à nouveau posée à propos des circonstances de la mort de Muataz Hijaz.

Dans l'après midi du 30 octobre, l'AFP diffuse une longue dépêche sur l'atmosphère qui règne au sein de la famille du tireur présumé et dans le quartier de Jérusalem où il habitait.

Il faut souligner que l'AFP n'a pas effectué de démarche similaire en ce qui concerne la victime israélienne. Aucun portrait de Yehuda Glick, qui aurait permis aux abonnés de l'agence de se faire une idée plus précise, sinon plus nuancée, de sa personnalité n'a été publié. L'agence n'a pas pris non plus attache avec l'entourage du rabbin agressé ou même rendu compte des interviews donnés par des membres de sa famille, comme celle de son père publiée par le "Times of Israel".

(Deux semaines plus tard, le 17 novembre, Yehuda Glick, sorti du coma, donnera sa première interview reprise par l'ensemble de la presse israélienne pour raconter de son point de vue les circonstances de l'attentat. L'AFP ne consacra pas une ligne à son témoignage)

Diffusée à 15 h 14, le reportage dans la famille de Muataz Hijazi a pour titre:

"A Jérusalem, dans le quartier du Palestinien tué, la tension gronde"

La dépêche décrit en détails l'ambiance au sein de la famille de Muataz Hijazi qui "*tousse, bafouille et pleure encore sous l'effet des gaz lacrymogènes et du chagrin...*". Le journaliste de l'AFP précise que "*les gaz lacrymogènes tirés par les policiers israéliens au cours de leur raid empestent toujours le salon des Hijazi*", relève que "*un chant s'élève du minaret d'une mosquée proche : "priez s'il-vous-plait, pour le martyr Muataz Hijazi..."*".

Dans quelles circonstances Muataz Hijazi est-il tombé sous les balles des policiers? L'AFP

rapporte les deux thèses en présence mais en privilégiant nettement celle d'une exécution de sang-froid du jeune palestinien.

Après avoir rappelé brièvement la version de la police:

"Le Palestinien a été abattu lors d'un échange de tirs avec les policiers venus l'arrêter, dit la police....."

La dépêche livre plus en détails les témoignages des membres de la famille et de voisins.

.....mais ses proches ont une autre version des faits: "

L'AFP rapporte en effet:

- le témoignage du frère du Palestinien abattu, Khalil:

*"Ils ont fait irruption dans la maison juste avant 6 h, ont mis la chambre de Muataz sans dessus dessous **et l'on abattu sur le toit**"*

*"Son frère est en tout cas persuadé que **Muataz n'a pas ouvert le feu**",* souligne la dépêche

- L'AFP cite ensuite le témoignage de la soeur du Palestinien abattu, Shaima:

*"la police a encerclé la maison et est entrée en force. je suis rentrée en courant à l'intérieur et **ils ont tué mon frère**".*

- L'AFP fait état d'une "rumeur" qui "circule déjà à toute vitesse" dans le quartier:

"les policiers israéliens auraient tirés Muataz Hijazi de son lit jusqu'au toit et l'aurait éliminé là-haut"

- A l'appui de cette rumeur, l'agence rapporte le témoignage d'un "voisin", Ayman Shweiki :

*"C'était un assassinat, un acte de liquidation. **Ils l'ont emmené sur le toit et l'ont abattu.** Ils auraient aussi bien pu lui tirer dans les jambes, non? Mais ils ont référé viser la tête. On a retrouvé des morceaux de son crâne et de son cerveau sur place et jusque sur les voitures dans la rue"*

- l'AFP a également choisi démettre en exergue un extrait du témoignage de la soeur, Shaima, *"Ils ont tué mon frère"*, qui figure *en inter* entre deux paragraphes de la dépêche

- Dès la première synthèse du matin (9 h 26), l'AFP a semblé privilégier la thèse défendue par la famille en faisant figurer *en inter* l'expression **"un assassinat pur et simple"** entre les paragraphes. Cette mention sera répétée dans toutes les synthèses diffusées au cours de la journée (12 h 05, 16h 45, 19 h 55...)

Un témoignage escamoté?:

Un témoin, cité par l'AFP, a pourtant livré une version différente, accreditant celle de la police. Mahmoud Bazlamit, "un habitant de 18 ans", dont les propos ont été rapportés dans la

première synthèse de 9 h 26, a en effet déclaré: "*Les policiers sont arrivés pour arrêter le type qui avait tiré sur le rabbin. Ils se sont tirés les uns sur les autres*".

Ce témoignage a été repris dans la synthèse de 12 h 05, mais ensuite **subitement supprimé** dans les autres dépêches de la journée sans qu'aucune raison apparente ne puisse expliquer cette suppression .

Pourquoi l'AFP a-t-elle pris la décision de ne plus faire apparaître ce témoignage, notamment dans la dépêche de 15 h 14, qui cite pourtant de nombreux témoins, membre de la famille et habitants du quartier, dans la synthèse de 16 h 45 et dans celle 19 h 55?

Etait-ce par ce que ce témoignage allait à l'encontre de la thèse de l'assassinat défendue par la famille?

Si pour une raison quelconque qui reste à préciser, l'AFP a légitimement considéré qu'il ne fallait plus retenir ce témoignage, pourquoi l'agence n'a-t-elle pas envoyé un rectificatif - comme le veut la règle - pour signaler à ses abonnés l'envoi d'une nouvelle synthèse dans une version modifiée.

Pourquoi le témoignage de Mahmoud Bazlamit a-t-il simplement disparu sans qu'aucune mention expresse ne soit faite de cette suppression?

En conclusion, on peut une fois s'interroger sur le point de savoir si en favorisant systématiquement les témoignages accréditant une thèse au profit d'une autre, en effectuant un long reportage dans la famille du tireur présumé mais sans procéder à une démarche similaire pour les famille et les proches de la victime, en présentant systématiquement cette dernière accompagné de qualificatifs péjoratifs (*extrême, ultra...*) et en ne faisant pas de même pour le tireur présumé en dépit de son appartenance à une organisation djihadiste, l'Agence France Presse n'a pas failli à son engagement de "pluralisme" qui lui enjoint de "*présenter les positions de toutes les parties concernées sans favoriser quiconque*".

Il est permis de se demander si par cette présentation tendancieuse des faits, l'AFP n'a pas abouti une inversion des situations. La victime d'un attentat se retrouvant diabolisée et présentée comme un extrémiste. L'auteur présumé de cette tentative d'assassinat, auquel est conféré le titre de "martyr", devenant la véritable victime d'un "assassinat pur et simple" qui aurait été perpétré par la police israélienne.

5) La fermeture de l'esplanade des Mosquées, du jeudi 30 octobre 2014

Suite à la tension croissante et deux attentats contre des civils juifs, les autorités israéliennes annoncent le jeudi 30 octobre au matin, la fermeture totale et exceptionnelle de l'esplanade des Mosquées dans le but de prévenir de nouveaux troubles.

Présentation d'une information erronée:

A 6 h 29, l'AFP diffuse consécutivement deux dépêches avec le titre suivant :

"Jérusalem : l'esplanade des mosquées interdite d'accès aux musulmans (police)"

Cette information n'est pas exacte. Le titre de la dépêche laisse penser que la mesure ne viserait *que les musulmans* et constituerait donc une pratique discriminatoire

En réalité, ainsi que le précise le porte-parole de la police, cité plus bas dans le corps de la dépêche, la fermeture de l'esplanade est totale et l'accès en est interdit à « *tous les visiteurs* » (y compris aux Juifs, aux chrétiens et aux touristes de toutes origines).

L'information selon laquelle seuls les « musulmans » seraient frappés par cette interdiction est inexacte et procède du mensonge par omission.

Absence de rectificatif:

Cette formulation erronée sera d'ailleurs abandonnée dans le titre des dépêches suivantes diffusées tout au long de la journée par l'AFP sur ce même sujet.

Mais cette modification du titre **ne sera pas accompagnée d'une dépêche rectificative** – signalant l'erreur – comme le veut pourtant l'usage à l'AFP.

L'envoi d'une « dépêche corrigée » est en effet systématique en cas d'information erronée, même mineure.

L'AFP s'en fait une obligation ainsi qu'il est écrit dans ses « Engagements et ses valeurs » :

« La correction des erreurs, même découvertes longtemps après leur apparition, est obligatoire »

Ainsi, sur le même dossier, le 15 octobre 2014, l'agence avait rectifié une dépêche par l'envoi d'une nouvelle pour une simple erreur de date.

***Tensions à Jérusalem: la police limite l'accès à l'esplanade des Mosquées
Merci lire mercredi au second paragraphe et non vendredi. Revoici dépêche corrigée...
(AFP le 15/10/2014 05:32:25)***

A titre de comparaison, voici une dizaine d'exemples ayant donné lieu dans la même période à l'envoi par l'AFP à ses abonnés de dépêches rectificatives pour corriger des erreurs de toutes natures ou même préciser une information.

Bruxelles 4 nov 2014:

Nette reprise en vue pour la Grèce, selon Bruxelles

Merci bien lire au 4e paragraphe enregistrera un excédent de ses comptes publics en 2016. Revoici corrigé

Bruxelles, 4 nov 2014:

Merci de lire "le plus important de la zone euro" et non de l'UE comme indiqué par erreur. revoici la dépêche corrigée

France: le déficit public va s'aggraver et devenir le plus important de la zone euro en 2016, à 4,7% (Commission)

Paris, 3 nov 2014

Cérémonies à Paris et Orléans mercredi pour le soldat tué au Mali

Merci bien lire au 5e paragraphe "chevalier de la Légion d'honneur", et non commandeur comme écrit précédemment par erreur

Johannesburg, 3 nov 2014

Le capitaine des Bafana Bafana n'était pas visé personnellement par son assassin

Merci bien lire au 4e para que Meyiwa avait 27 ans (et non 37 comme écrit par erreur). Le reste sans changement.

Paris, 3 nov 2014

L'élection de Sarkozy à l'UMP avec "60 ou 70% serait une énorme victoire" (Peltier)

Merci bien lire au dernier para député-maire du Puy-en-Velay et non de Vézelay comme indiqué par erreur

Paris, 2 nov 2014

La France accueille une personne atteinte d'Ebola pour des soins (ministère)

Merci de lire au 3e paragraphe: "la personne" et non "la patiente"...

Kaboul, 1 nov 2014

Afghanistan: neuf policiers et militaires tués dans un attentat suicide (responsable)

merci bien lire qu'il s'agit de six policiers et trois militaires. Voici la dépêche corrigée

Paris, 31 oct 2014

Le président turc Erdogan reçu à l'Elysée par François Hollande

REVOICI avec fonction de Erdogan corrigée dans le titre, merci bien lire le président turc

Téhéran, 28 oct 2014

Nucléaire: le gouvernement iranien nie qu'un accord avec l'Occident soit "finalisé"

merci bien lire le nom du député Alireza Zakani (et non Makani comme indiqué par erreur). Revoici

Toulouse, 17 oct 2014

Toulouse: un policier en garde à vue pour avoir tué un jeune braqueur

Merci de bien lire au 9e para qu'il n'y a eu qu'un tir, selon une source policière. Revoici dépêche corrigée

Répercussion sur les sites internet généralistes:

La non rectification de la dépêche erronée n'a pas été sans conséquence dans la diffusion de l'information auprès du grand public. Plusieurs sites de grands journaux (parmi lesquels Libération, RTL, Sud Radio) ont diffusé durant toute la journée la première dépêche faisant état de l'interdiction de l'esplanade aux musulmans.

(A ce jour, certaines de ces dépêches sont toujours disponibles sur Internet

<http://www.rtl.fr/actu/international/jerusalem-l-esplanade-des-mosquees-fermee-aux-musulmans-7775085532>

<http://www.sudradio.fr/Actualite/Monde/L-esplanade-des-Mosquees-fermee-aux-musulmans>)

Déséquilibre dans le traitement des réactions:

L'AFP diffuse dans la journée du 30 octobre cinq dépêches consacrées aux réactions à l'annonce de la fermeture de l'esplanade. La totalité de ces dépêches ne concernent que les réactions de responsables arabes et palestiniens condamnant sans réserve la décision israélienne.

- 3 dépêches consacrées aux déclarations du président palestinien Mahmoud Abbas qualifiant la fermeture de l'esplanade de "déclaration de guerre".
- 1 dépêche rapportant la condamnation du gouvernement jordanien accusant Israël de "terrorisme d'Etat".
- 1 dépêche reprenant la prise de position d'Al-Azhar, au Caire, "l'une des plus prestigieuses autorités de l'islam sunnite, dénonçant "un acte hostile et barbare"

En revanche, l'AFP n'a pas jugé utile de rapporter les déclarations de l'un des leaders de la droite israélienne, le député du Likoud Moshé Feiglin estimant que la nécessité dans laquelle s'est trouvé le gouvernement israélien de fermer l'esplanade constituait "*une victoire des terroristes*".

Ces déclarations ont pourtant largement été rapportées par la presse israélienne, notamment dans un long article publié dès les premières heures de la matinée sur le site du grand journal populaire Yedioth Aharonoth.

(<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4585971,00.html>)

Ce déséquilibre semble être en contradiction avec le principe de "pluralisme" de l'information, tel qu'il est énoncé dans les "Valeurs et Engagements" de l'agence: "*Beaucoup de nouvelles portent sur des **conflits** et des **confrontations d'idées**. **Notre devoir est de présenter les positions de toutes les parties concernées, sans favoriser quiconque**".*

Novembre 2014

6) Nouvelles tensions sur l'esplanade des Mosquées et nouvel attentat à la voiture bélier à Jérusalem, mercredi 5 novembre

La journée de ce mercredi est marquée par de nouveaux affrontements sur l'esplanade des Mosquées entre manifestants palestiniens et policiers israéliens et par un attentat à la voiture bélier à Jérusalem, perpétré par un palestinien membre du Hamas, qui fera un mort et de nombreux blessés.

L'attentat à la voiture bélier fera l'objet de six dépêches factuelles, diffusées entre 11 h 35 et 13 h 05.

Les heurts sur l'esplanade feront également l'objet de cinq dépêches factuelles, diffusées entre 7 h et 8 h du matin.

A partir de 9 h 30 et tout au long de la journée, l'AFP diffusera sept synthèses des événements de la journée.

Les Juifs systématiquement qualifiés "d'extrémistes"

- **Dès la première synthèse de 9 h 30**, l'AFP indique que les incidents violents opposant Palestiniens et policiers ont été "*apparemment provoqués par le projet d'extrémistes juifs de se rendre sur ce haut lieu de l'islam*".

Les "dizaines de manifestants masqués" palestiniens ayant "lancé des pierres et de puissants pétards" sur les policiers ne sont jamais en revanche qualifiés d'extrémistes.

Le Palestinien, membre du Hamas, qui a jeté sa voiture sur la foule ne sera pas plus qualifié d'extrémiste.

Dans les synthèses suivantes, l'AFP indiquera

"La visite d'extrémistes juifs réclamant le droit de prier dans ce haut lieu de l'islam a échauffé les esprits" (AFP, 14 h 05)

"La visite d'une centaine d'extrémistes juifs réclamant le droit de prier sur le troisième lieu saint de l'islam a attisé les braises" (AFP 16 h 16 et synthèses suivantes)

on ne peut que s'étonner de cette formulation plus qu'ambigüe qui omet de préciser que c'est au titre de premier et unique lieu saint du judaïsme que certains fidèles juifs revendiquent le droit de prier et bien évidemment pas parce qu'il s'agit du "*troisième lieu saint de l'islam*"

(Ce n'est qu'en toute fin de dépêche que l'AFP signale de manière incidente que l'esplanade est

"également sacrée pour les juifs")

L'entrée des policiers anti-émeutes dans la mosquée Al Aqsa

L'Agence France Presse rapporte ensuite les circonstances de l'incident et l'intervention de la police "avec les moyens anti-émeutes habituels, ils ont repoussé les Palestiniens à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa selon un scénario désormais bien connu " et ajoute:

"Mais, fait rare de l'aveu même de la porte-parole de la police Luba Samri, les policiers sont entrés de quelques mètres à l'intérieur d'Al-Aqsa pour pouvoir dégager des pierres bloquant les portes et fermer celles-ci. Il n'y a pas eu d'arrestation car "c'est un lieu saint", a précisé la porte-parole"

L'AFP donne ensuite la version des autorités musulmanes:

"C'est la première fois que les policiers entrent aussi loin dans la mosquée et s'approchent d'aussi près du minbar, la chaire de l'imam, a assuré à l'AFP Adnan al-Husseini, gouverneur de Jérusalem-Est et ancien responsable de la fondation islamique qui gère l'esplanade".

La version de la porte-parole de la police israélienne progressivement escamotée

- A 14 h 30, l'AFP publie une deuxième synthèse où l'événement est relaté accompagné de nouveaux éléments de commentaires.

"Fait exceptionnel: les policiers sont entrés dans la très vénérée mosquée Al Aqsa. dans le climat acrimonieux qui règne à Jérusalem-Est, cette incursion a été ressentie comme une grave provocation".

La version de la porte-parole de la police est à nouveau reproduite mais sans la dernière phrase "Il n'y a pas eu d'arrestation car "c'est un lieu saint", a précisé la porte-parole".

A 16 h 16, la troisième synthèse supprime totalement la version de la porte-parole de police expliquant les circonstances de l'entrée dans la mosquée. Sur ce point, seul subsistera au cours des autres synthèses diffusées jusqu'à la fin de la soirée la version donnée par les autorités musulmanes.

Un déséquilibre flagrant dans le traitement des réactions

Sur la journée du 5 novembre, l'Agence France Presse diffuse une dizaine de dépêches consacrées aux réactions suscitées par les incidents sur l'esplanade des mosquées.

Toutes sont des réactions arabes et musulmanes.

Aucune dépêche ne titrera sur les réactions israéliennes qui ne seront **rapportées qu'en fin de journée** et **en quelques lignes** dans le corps du texte.

La principale réaction sera celle des autorités jordaniennes. A 13 h 07, un premier "urgent" du bureau d'Amman annonce sur le fil de l'AFP:

Incidents sur l'esplanade: Amman rappelle son ambassadeur en Israël.

Cet urgent est répété et à 13 h 20, 13 h 40 puis plus longuement développé a 16 h 03 avec un nouveau titre.

Heurts à Al-Aqsa à Jérusalem: Amman rappelle son ambassadeur en Israël

Ce n'est qu'à 18 h 17 que cette même dépêche est à nouveau diffusée avec une réaction israélienne intégrée dans le corps du texte (et signalée en rajout dans le titre)

***Heurts à Al-Aqsa à Jérusalem: Amman rappelle son ambassadeur en Israël
Ajoute réaction de la diplomatie israélienne***

La réaction israélienne est rapportée ainsi en quatre lignes au 5e paragraphe:

"nous regrettons la décision jordanienne qui ne contribue pas à apaiser l'atmosphère, bien au contraire, a réagi le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Emmanuel Nahshon. "Nous attendions de la Jordanie qu'elle condamne la violence initiée et dirigée de Ramallah (en Cisjordanie) et le meurtre d'innocents qui en résulte", a-t-il dit dans un communiqué, en allusion à l'Autorité Palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas"

D'autres réactions seront diffusées dans la journée sur le fil de l'AFP

à 15 h 13, une dépêche du bureau de Ramallah

Heurts à Al Aqsa: appel palestinien à une réunion du Conseil de sécurité

à 19 h 31, une dépêche du bureau d'Ankara

Incidents sur l'esplanade: la Turquie dénonce un "acte de barbarie" de la part d'Israël

à 21 h 22, cette même dépêche est à nouveau diffusé avec un ajout sur le titre:

**Incidents sur l'esplanade: la Turquie dénonce un "acte de barbarie" de la part d'Israël
ajoute manifestation à Istanbul et Ankara**

A 23 h 08, une dépêche du bureau des Nations unies :

Jérusalem-Est: les Palestiniens appellent l'ONU à faire pression sur Israël

Après avoir développé sur une vingtaine de lignes la demande palestinienne, et rappelé le rappel de l'ambassadeur jordanien, la dépêche expose de manière succincte la position israélienne dans le tout dernier paragraphe :

"L'ambassadeur israélien à l'ONU Ron Prosor a pour sa part envoyé une lettre au Conseil accusant les Palestiniens d'incitation à la violence et notant qu'il n'y avait eu aucune condamnation de la part des Nations unies des attaques palestiniennes contre les Israéliens"

A 01h 14, la synthèse de la nuit en provenance du bureau des Nations unies titre:

Jérusalem-Est:la Jordanie prête à prendre des mesures pour stopper "les attaques israéliennes"

Cette longue dépêche d'une quarantaine de ligne qui met directement en cause dans son titre l'attitude des autorités israéliennes, se borne une nouvelle fois à ne rapporter l'intervention de l'ambassadeur israélien à l'ONU qu'en quelques lignes et en fin de texte, comme il a été procédé sur la dépêche précédente de 23 h 08.

La dépêche se conclue sur le rappel suivant:

"Al-Aqsa a été le théâtre de fréquents affrontements ces derniers mois, largement dus aux craintes qu'Israël n'autorise la prière juive dans l'enceinte de la mosquée"....

Sans faire état des démentis formels à ce sujet, pourtant opposés à de nombreuses reprises par les autorités israéliennes, les jours précédents (voir démenti du 22 octobre).

Durant cette journée du 5 novembre, **une dizaine de dépêches** seront donc consacrées aux réactions aux incidents survenus sur l'esplanade des mosquées.

Toutes ces réactions constitueront - **notamment à travers leurs titres** - une mise en cause des autorités israéliennes.

Aucune dépêche ne sera consacrée à la réponse et à **l'exposé du point de vue israélien**. La position israélienne n'apparaîtra qu'à travers les propos très courts du porte-parole du ministère des Affaires étrangères et de l'ambassadeur à l'ONU, rapportés au total **sur une dizaine de lignes**.

En ce qui concerne l'attentat à la voiture bélier commis le matin même :

Dans un discours prononcé en public à l'occasion de la cérémonie de commémoration de l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le Premier ministre israélien réagira à l'attentat et mettra en cause le président palestinien Mahmoud Abbas. Cette mise en cause, largement rapportée par la presse israélienne, ne fera l'objet que de trois lignes dans les synthèses de la journée..

"Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a vu dans son geste (du conducteur de la voiture bélier, ndlr) "la conséquence directe des agissements d'Abu Mazen (le président palestinien Mahmoud Abbas) et de ses partenaires du Hamas qui excitent les esprits".

7) l'appel des « extrémistes juifs » à monter sur l'esplanade des Mosquées, 6 novembre

A partir de la mi-journée, l'AFP diffuse deux synthèses sur "l'appel des extrémistes juifs à une marche à Jérusalem".

Dans ces dépêches, les terme "extrémistes juifs" est constamment employé, répété à de très nombreuses reprises.

*"Des **extrémistes juifs** ont appelé à marcher jeudi après midi jusqu'au site ultra sensible de l'esplanade des Mosquées (...) Les **extrémistes** ont annoncé leur intention de marcher à partir de 17H00 (...) les heurts déclenchés par la visite d'une **centaine d'extrémistes juifs** sur le troisième lieu saint de l'Islam ont marqué mercredi le début d'un vif accès de fièvre (...) Il est peu probable que la police laisse les **extrémistes juifs** en approcher (...) Les **extrémistes juifs** indignent les musulmans en réclamant le droit de prier sur l'esplanade des Mosquées (...)*

A noter le passage progressif de l'article indéfini "*des extrémistes juifs*" à l'article défini "**LES extrémistes juifs**", induisant une globalisation pouvant être interprétée par le lecteur comme une dénonciation globale des Juifs.

A partir du milieu de l'après-midi et jusque dans la soirée l'Agence France Presse diffusera à sept reprises une série de dépêches et de synthèses faisant état des assurances données par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de sa volonté de ne pas autoriser la tenue de prières juives sur l'esplanade des Mosquées.

A 20h 04 l'AFP titre:

***Netanyahu essaie de rassurer les musulmans exaspérés pour Al Aqsa
Ajoute extrémistes bloqués devant le mur des Lamentations***

La dépêche précise:

"Les extrémistes n'avaient quasiment aucune chance que les policiers les laissent approcher de l'esplanade. Ils se sont donc résignés à achever leur marche auprès du mur des Lamentations, mais les policiers ne les ont même pas laisser aller jusque-là. les extrémistes ont du prier devant le poste contrôlant l'accès au mur".

A noter que tout au long de cette séquence des 5 et 6 novembre, les participants juifs à une manifestation pacifique - cantonnée aux lieux saints juifs - lors de laquelle aucune violence ne sera commise, seront systématiquement qualifiés d'extrémistes par l'AFP. En revanche, les palestiniens masqué déclenchant des affrontements violents avec les policiers israéliens ne seront désignés que comme des "*manifestants*" sans autre qualificatif.

La responsabilité des affrontements sera systématiquement attribuée aux Juifs, lesquels se verront accusés de s'être livrés à des "*provocations*". Les violences palestiniennes seront constamment justifiées par l'AFP qui invoquera pour la circonstance le ressentiment des musulmans.

*"Dans le climat actuel, les termes de l'appel ne peuvent qu'être perçus comme une provocation supplémentaire par les musulmans exaspérés (...) Les **extrémistes juifs** indignent*

*les musulmans en réclamant le droit de prier sur l'esplanade des Mosquées (...) Leurs revendications de plus en plus bruyantes alarment les Palestiniens (...) Ils dénoncent aussi le nombre grandissant, selon eux, de **visiteurs juifs** sur l'esplanade et de leur **provocations...**"* (Synthèse du 6 novembre 2014, diffusée à 12 h 04, 14 h 45 et avec quelques variantes à 19 h 05, 20 h 04, 21 h 19 et 22 h 03)

A noter que l'AFP passe imperceptiblement des "extrémistes juifs" demandant le droit de prier sur l'esplanade aux simples "visiteurs juifs" auxquels sont également reprochés des "provocations".

Dans ces conditions, on peut légitimement s'interroger sur le respect par l'Agence France Presse de ses principes d'impartialité et de pluralisme en vertu desquels elle s'engage

- à *"être aussi rigoureusement neutre que possible"*,
- à *"n'exprimer aucune opinion sur les faits présentés"*
- à *"présenter les positions de toutes les parties concernées, sans favoriser quiconque"*.

8) Les "**extrémistes juifs**" ont-ils réellement pénétrés sur l'esplanade des Mosquées le mercredi 5 novembre?

Dès le mercredi 5 novembre au matin, l'AFP fait état des violents incidents opposant palestiniens et policiers israéliens sur l'esplanade des Mosquées.

Dès 08 h 08, l'AFP apporte cette précision sur les circonstances des événements:

*Les raisons de ce nouvel accès de fièvre n'étaient pas clairement établies. Mais des extrémistes juifs **avaient appelé à se rendre massivement** mercredi matin sur l'esplanade des Mosquées.*

A 9 h 30, l'AFP ajoute:

De violents incidents (...), "apparemment provoqués par le projet d'extrémistes juifs de se rendre sur ce haut lieu de l'islam

*"Dans un climat de tensions exacerbées, **la visite annoncée** d'activistes juifs sur l'esplanade des Mosquées ne peut être perçue par les musulmans que comme une provocation supplémentaire"*

A 14 h 05, l'AFP modifie légèrement sa relation des faits de manière relativement ambiguë:

*"Plus tôt dans la matinée, jeunes Palestiniens et policiers israéliens se sont violemment affrontés sur l'esplanade des Mosquées, **où la visite d'extrémistes juifs** réclamant le droit de prier en ce haut lieu de l'islam à échauffé les esprits".*

Les manifestants juifs ont-ils pu réellement mettre leur "*projet*" à exécution et pénétrer sur l'esplanade? La formulation de l'AFP qui passe d'une "*visite annoncée*" à une "*visite*" effective le laisse penser.

Aucune source, palestinienne, israélienne ou autre, ne permet pourtant au lecteur d'apprécier sur quoi se fonde l'Agence France Presse pour apporter cette nouvelle information.

La synthèse de 16 h 16 qui apporte de nouvelles précisions semble une fois encore confirmer l'information.

*"Plus tôt dans la matinée, jeunes Palestiniens et policiers israéliens se sont violemment affrontés sur l'esplanade des Mosquées, **où la visite d'une centaine d'extrémistes juifs** réclamant le droit de prier sur le troisième lieu saint de l'islam a attisé les braises".*

Cette dernière formulation sera reprise tout au long des dépêches de la journée.

Le lendemain 6 novembre, alors que la tension demeure très vive dans la ville, l'AFP accrédiitera d'une manière encore plus appuyée la thèse selon laquelle les manifestants juifs auraient pénétrés sur l'esplanade. Rappelant les incidents de la veille, l'AFP écrit dans sa dépêche de 12 h 04:

"Les heurts déclenchés par la visite d'une centaine d'extrémistes juifs sur le troisième lieu saint de l'islam ont marqué mercredi le début d'un vif accès de fièvre"

Cette nouvelle dépêche laisse clairement entendre que les manifestants juifs ont pénétré "**SUR le troisième lieu saint de l'islam**". Modifiant à nouveau sa formulation, l'AFP est passée de "*la visite d'une centaine d'extrémistes juifs réclamant le droit de prier sur le troisième lieu saint de l'islam*" à "*la visite d'une centaine d'extrémistes juifs sur le troisième lieu saint de l'islam*".

Il s'agit d'une information très importante. Si les manifestants qui avaient effectivement appelé à manifester sur l'esplanade ont pu effectivement y pénétrer avec ou sans l'assentiment de la police israélienne, il est normal que l'Agence France Presse rapporte cette nouvelle information.

En revanche, on ne peut qu'être étonné que l'AFP, contrairement à toutes ses règles, n'ait à aucun moment donné une source à ce nouveau développement pourtant capital ("*selon la police israélienne*", "*selon les Palestiniens*", "*selon les autorités musulmanes*", "*selon des témoins*"...).

On est frappé du glissement progressif d'une information - "*l'appel à manifester*", "*la visite annoncée*" - à une formulation sur un mode allusif laissant supposer au lecteur que les "*extrémistes juifs*" ont bien pénétré "sur" l'esplanade des Mosquées.

Le récit diffusé sur le fil de l'AFP semble d'ailleurs curieusement incomplet. Car rien n'est précisé sur l'attitude des "*extrémistes juifs*" qui seraient parvenus à pénétrer sur l'esplanade, au moment des affrontements violents.

Ont-ils alors été pris-a-partie par les manifestants palestiniens, comme on peut aisément l'imaginer? Ont-ils été blessés, protégés par la police, évacués, se sont-ils mêlés aux affrontements?

L'AFP n'en dit rien. Les "*extrémistes juifs*" semblent s'être subitement volatilisés au moment même où ils ont effectué "*leur visite sur l'esplanade des Mosquées*".

L'Agence française ne manque pourtant pas d'informateurs côté palestinien pour témoigner des circonstances de l'événement.

Face à toutes ces interrogations, on est fondé à se demander si l'AFP, au fil des dépêches diffusés, ne s'est pas laissée aller à modifier un tant soit peu la teneur de l'information et présenter un "*appel à manifester*" comme une manifestation s'étant réellement déroulée.

Or les articles diffusés par les sites internet de la presse israélienne dès le matin du mercredi 5

novembre ont clairement précisé que la centaine de militants juifs avaient été stoppés par les forces de l'ordre en contrebas de l'esplanade et n'avaient pu y pénétrer.

On peut notamment citer l'article du Yedioth Ahronoth (www.ynetnews.com) "*Temple Mount: Palestinians clash with police*", diffusé le 5 novembre 2014 à 8 h 59, dans lequel le journaliste Noam Dvir rapporte:

"The Temple Mount compound was closed to visitors on Wednesday morning shortly after Palestinians clashed with security forces, throwing rocks and launching fireworks, as a large group of right-wing activist waited at the entrance to the holy site".

Les photographies diffusées par le même site montrent clairement les manifestants juifs bloqués sur la rampe d'accès menant à l'esplanade.

On peut se demander si l'Agence France Presse, en diffusant cette information manifestement déformée et pour le moins partiellement inexacte, n'a pas dérogé à son principe de "*Vérité*", en vertu duquel elle prône une "*vérification rigoureuse des faits et leur explication claire*" et assure veiller "*au caractère complet de toute information*".

"*L'omission d'un élément significatif risque d'en fausser le sens*", souligne l'AFP dans l'énoncé des valeurs et des engagements auxquels elle souscrit. Il est permis de se demander si l'entrée ou non des manifestants juifs sur l'esplanade des mosquées n'était pas en l'occurrence un élément suffisamment "significatif" qui aurait justifié une relation des faits précise et exempt de la moindre ambiguïté.

9) La visite en Israël et dans les territoires palestiniens de Federica Mogherini, 7 & 8 novembre

Les 7 et 8 novembre, le nouveau chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini effectue sa première tournée à l'étranger en Israël et dans les territoires Palestiniens

Cette triple visite (Jérusalem, Gaza et Cisjordanie) permet de constater un déséquilibre flagrant dans la couverture par l'AFP de l'évènement.

La partie israélienne de la visite

Le vendredi 7 novembre à 9 h 19 l'agence **publie la seule dépêche** qui sera consacrée à la partie israélienne de la visite.

Mogherini (UE): sans progrès politique , risque d'escalade en Israël et Palestiniens

"La nouvelle chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a mis en garde vendredi à Jérusalem contre le risque d'une nouvelle escalade de violence entre Israéliens et Palestiniens sans une reprise urgente des efforts pour résoudre le conflit", indique la dépêche dans ses premières lignes qui ajoute que "Mme Mogherini a critiqué la poursuite par Israël de la colonisation dans les territoires palestiniens occupés".

La dépêche poursuit en citant les propos tenus *"devant la presse"* par le chef de la diplomatie européenne: *"les nouvelles colonies sont un obstacle à nos yeux, mais à nos yeux aussi il y a, ou il peut y avoir, une volonté politique, ainsi que le ministre vient de le dire, de reprendre les discussions et notamment de veiller à ce que ces discussions produisent des résultats".*

L'AFP précise en conclusion: *"Mme Mogherini faisait référence au chef de la diplomatie israélienne Avigdor Lieberman, qui la recevait".*

La dépêche, ni aucune autre, ne citera la teneur exacte des propos du ministre israélien des Affaires étrangères auxquels Federica Moherini répondait. La présence d'Avigdor Lieberman, elle-même, n'est signalée que de manière incidente, alors qu'il s'agissait bien entendu d'une conférence de presse commune.

L'AFP n'a pas non consacré le moindre compte rendu à la rencontre avec Benjamin Netanyahu et à la conférence de presse commune donnée avec le Premier ministre israélien lors de laquelle ce dernier a longuement expliqué la position israélienne sur le processus de paix et sur les incidents survenus à Jérusalem.

Aucun propos des nombreux responsables israéliens qui se sont exprimés à l'occasion de la visite de Mme Mogherini n'ont été rapportés par l'AFP

La presse israélienne dans son ensemble a pourtant largement rendu compte de cette rencontre et des propos de Netanyahu.

La partie palestinienne de la visite

La visite à Gaza de Federica Mogherini, le samedi 8 novembre donne lieu à trois longues dépêches diffusées à 12 h 13, 13 h 20 et 14 h 16, titrées:

Le chef de la diplomatie européenne plaide pour un Etat palestinien à Gaza

dans lesquelles le point de vue des Palestiniens est longuement développé

La troisième et dernière étape du chef de la diplomatie européenne à **Ramallah**, est encore plus couverte par l'AFP. Quatre synthèses sont diffusées entre 17 heures et 21 h 30, avec pour titre

Le chef de la diplomatie de l'UE veut un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale

et dans lesquelles le point de vue des Palestiniens est largement développé, les propos du président mahmoud Abbas, tenus lors de la conférence de presse commune avec la diplomate européenne, cités à plusieurs reprises.

En terme de volume d'information, les dépêches couvrant la partie palestinienne de la visite de Federica Mogherini représentent environ 350 lignes. La dépêche couvrant la partie israélienne ne représente qu'une vingtaine de lignes, soit moins de 8% par rapport à la place accordée à la couverture palestinienne.

10) La mort d'un chauffeur de bus palestinien, suicide ou assassinat? 17 novembre 2014

Le 17 novembre, le corps de Youssouf Hassan al-Ramouni, un chauffeur palestinien de la compagnie israélienne de bus Egged est retrouvé pendu dans son véhicule, garé dans le dépôt de la compagnie à Jérusalem. La police israélienne évoque très vite la thèse du suicide, qui semble confirmée par l'autopsie, mais les Palestiniens soutiennent que le chauffeur a été victime d'un "crime raciste" maquillé en suicide.

De 8 h 33 à 23 h 33 l'AFP publie six dépêches factuelles et synthèses qui vont d'emblée privilégier la thèse palestinienne du "crime raciste", mise en avant dans le *lead* (premières lignes) des dépêches.

A 15 h 27, le titre de la dépêche demeure cependant encore neutre:

Jérusalem: un chauffeur de bus palestinien retrouvé mort dans son véhicule

Même si le corps du texte privilégie déjà la piste criminelle

Mais à 17 h 08, ce choix en faveur de la thèse palestinienne apparaît cette fois très nettement dans le titre de la synthèse:

Jérusalem: un chauffeur de bus palestinien retrouvé mort, les Palestiniens dénoncent un "crime raciste"

A 23 h 33, cette thèse est réaffirmée dans la dernière synthèse de la journée qui - dans son titre - signale un nouveau témoignage en ce sens.

***Jérusalem: un chauffeur de bus palestinien retrouvé mort, les Palestiniens dénoncent un "crime raciste"
ajoute médecin palestinien, écarte suicide***

L'examen détaillé de cette ultime synthèse permet de constater sur quels éléments l'Agence France Presse se base pour défendre la thèse du crime raciste au détriment de celle du suicide, pourtant établie par une autopsie pratiquée en présence d'un médecin légiste palestinien désigné par la famille.

Déséquilibre des sources

La dépêche reprend les sept sources d'informations citées tout au long de la journée.

Six de ces sources sont palestiniennes

Une seule est israélienne.

la dépêche cite tour à tour:

1 - **Le Hamas** qui "a appelé les Palestiniens "à exprimer partout leur colère contre cet horrible crime raciste" et exhorté l'Autorité Palestinienne à rompre sa coopération avec Israël..."

2 - **La Police israélienne**, qui "a affirmé qu'à l'issue de l'autopsie, qui a eu lieu en présence d'un pathologiste représentant de la famille, il a été indiqué à la police et à la famille qu'il n'y avait pas de soupçon d'acte criminel", "Aucun signe de violence n'a été retrouvé sur le corps", a ajouté la police".

3 - **L'avocat de la famille**, Mohamed Mahmoud qui "a de son côté rapporté que le médecin palestinien avait, lui, écarté la thèse de suicide, notamment car la première vertèbre de M. Ramouni n'est pas brisée, ce qui est normalement le cas... (suit un long développement donnant des détails de l'autopsie)

4 - **Des militants sur les réseaux sociaux** (Palestiniens, ndlr) qui auraient diffusés "des photographies du corps de la victime (...) portant des traces d'ecchymoses".

5 - **Les collègues et la famille du chauffeur** qui "affirment qu'il a été tué par des Israéliens". La dépêche cite notamment l'un des collègues, Mouatassam Fakeh qui déclare : "Nous avons vu des traces de violence sur son corps"

6 - **Son frère, Oussama Ramouni**, qui "a dit à l'AFP rejeter la thèse du suicide, affirmant qu'il avait été "torturé" avant sa mort"

7 - **Une dirigeante palestinienne, Hanane Achraoui** qui "a dénoncé le "terrorisme des extrémistes juifs" (...) affirmant que le conducteur de bus avait été "torturé puis exécuté" .

L'agence France Presse face à la manipulation des témoignages

Le principal témoignage à l'appui de la thèse du "crime raciste", duquel procède tous les autres, est bien entendu celui du médecin légiste palestinien qui contesterait la thèse du suicide.

Dès le 17 novembre au soir, (23 h 33), l'AFP présente dans le sous titre d'une dépêche ce témoignage comme s'il s'agissait d'un témoignage direct et avéré.

***Jérusalem: un chauffeur de bus palestinien retrouvé mort, les Palestiniens dénoncent un "crime raciste"
ajoute médecin palestinien, écarte suicide***

Or, selon le texte même de la dépêche, il ne s'agit que des **propos rapportés par l'avocat de la famille qui affirme les tenir du médecin.**

"L'avocat de la famille, Mohamed Mahmoud, a de son côté rapporté que le médecin palestinien avait, lui écarté la thèse du suicide...."

Dans les dépêches diffusées le lendemain, mardi 18 novembre, revient sur l'événement qu'elle résume pourtant ainsi:

"La police a conclu à un suicide, une version contestée par le médecin légiste qui a examiné

le corps de Youssef'

L'agence France Presse a-t-elle pu contacter directement ce médecin pour qu'il confirme les propos qui lui sont prêtés par l'avocat? L'agence France Presse ne le précise pas.

Il faut souligner que l'agence n'indique pas l'identité de ce médecin légiste.

Selon les règles prônées par l'Agence France Presse, il est difficilement concevable que - sur une information aussi importante - elle ne cite pas une source essentielle contredisant les affirmations de la police israélienne.

La lecture de la totalité des dépêches consacrées à cette affaire semble confirmer que sur ce point, la seule source de l'AFP demeure l'avocat de la famille et non le médecin légiste palestinien.

Des versions plus complètes et plus précises des agences Reuters, Ma'an (palestinienne) et de Haaretz

Quelle est donc alors la véritable source de cette information mettant en cause les résultats de l'autopsie?

Les vérifications de Reuters

L'agence anglaise Reuters a été à la fois plus circonspecte et plus précise puisqu'elle a diffusé dès le 17 novembre à 15 h36 une dépêche que l'on trouve encore aujourd'hui sur son site (<http://www.reuters.com/article/2014/11/17/us-mideast-jerusalem-driver-idUSKCN0J10O220141117>), dans laquelle elle indique:

"The autopsy findings have shown that there was no foul play, meaning that this was a suicide," police spokesman Micky Rosenfeld said.

But lawyer Mohammed Mahmoud, who was retained by the family to follow the case, told Reuters: "I totally reject and deny the Israeli claim Youssef committed suicide."

He said Palestinian pathologist Saber Al-Aloul, who observed the autopsy, had also disagreed with the verdict.

Aloul could not be reached for comment but Mahmoud said results of a toxicology test were still pending, "to determine whether Youssef was drugged before he was killed".

Rumours spread in the Palestinian media that Ramouni had been killed by Jewish assailants.

Reuters a donc vainement tenté d'obtenir une confirmation du médecin légiste palestinien ayant assisté à l'autopsie, dont elle donne l'identité, mais le docteur Saber Al-Aloul, qui est le directeur de l'Institut palestinien de médecine légale, n'était manifestement pas joignable...

Avec prudence, Reuters qualifie de "rumeurs" les informations qui se sont répandues dans les médias palestiniens indiquant que le chauffeur de bus aurait été tué par des Juifs.

Le témoignage du médecin israélien publié par Haaretz

L'AFP n'a pas non plus jugé utile de rapporter le témoignage du médecin israélien ayant participé à l'autopsie, le Dr Chen Kogel, directeur de l'Institut israélien de médecine légale, publié par Haaretz quarante-huit heures après le début de l'affaire.

Face aux rumeurs - invérifiables - selon lesquelles le dr Saber Al-Alul aurait contesté les résultats de l'autopsie, le Dr Chen a fait part de son étonnement au journal israélien.

"Al-Aloul était présent à l'autopsie, son opinion a été sollicitée, et il s'est déclaré en accord avec les résultats. Je ne parviens pas à comprendre ce qu'il s'est passé depuis. Je suis abasourdi par toutes les différentes versions qui ont été rapportées", a déclaré le médecin israélien.

"Kogel a indiqué que tout au long de l'autopsie le Dr Al-Aloul a exprimé son parfait accord avec les constatations", précise le Haaretz.

Le Haaretz souligne aussi que selon la police, *"Al-Aloul a clairement été informé que durant l'autopsie il pouvait soulever toute question ou demander tout examen ou photo mais qu'aucune requête en ce sens n'a été faite"*

Le Haaretz apporte également des précisions sur la manière dont la rumeur concernant l'assassinat du chauffeur de bus palestinien s'est répandue:

*"La controverse sur la mort de Ramouni a débuté avec une information diffusée par l'agence palestinienne Ma'an indiquant que le médecin palestinien qui assistait à l'autopsie à la demande de la famille était parvenu à des conclusions opposées et considérait que la cause de la mort est un homicide et non un suicide. L'agence Ma'an ne citait pas nommément le Dr Al-Aloul, mais lui attribuait ces déclarations. **Le médecin légiste palestinien n'a ni confirmé ni infirmé cette information depuis qu'elle a été diffusée.**"*

L'AFP n'a jamais fait état des déclarations du médecin israélien Chen Kogel, démentant formellement et de manière très argumentée les propos attribués à son confrère palestinien.

Par ailleurs, l'article du Haaretz, publié le 20 novembre, précise à son tour que **le Dr Saber Al-Aloul n'a jamais confirmé les déclarations qui lui avaient été prêtées par l'avocat de**

la famille du chauffeur de bus.

La famille du chauffeur se réclame aussi des conclusions qui auraient été consignées sur son rapport par le médecin légiste palestinien. Dans un article du 17 novembre (*Police: Autopsy rules out foul play in death of Palestinian driver*), le Haaretz écrivait:

"The driver's family rejected the police statement and maintained that Ramouni was killed. Based on a report by Palestinian pathologist, Dr Saber al-Aloul, they insist there were signs of violence on his body. "According to the report they made for us, there is no way he committed suicide. My brother had everything in life", his brother said adding he was utterly certain Ramouni was killed..."

Il s'agit là aussi d'un témoignage indirect qui renvoie à celui du Dr al-Aloul et qui ne peut être authentifié qu'avec la confirmation du médecin légiste palestinien.

Les déclarations du Dr al-Aloul à l'Agence palestinienne Ma'an

L'agence officielle palestinienne Ma'an a été parmi les premiers à rapporter la mise en cause des conclusions israéliennes de l'autopsie du chauffeur de bus.

Mais elle n'a jamais désigné nommément le Dr Saber al-Aloul, indiquant dans ses dépêches *"un expert palestinien s'exprimant à l'agence Ma'an sous couvert d'anonymat"*.

A la suite des rumeurs persistantes, puis des informations diffusées dans la presse dès le lundi 17 novembre, selon lesquelles le médecin palestinien contesterait les conclusions de l'autopsie et privilégierait la thèse du meurtre, la police israélienne chargée de l'enquête a tout naturellement souhaité obtenir des éclaircissements sur ce point et a convoqué le Dr Saber Al-Aloul, le 23 novembre, pour recueillir sa déposition.

Dans une dépêche diffusée par Ma'an le 24 novembre, (*"Palestinian pathologist refuses to be questioned by Israeli police - <http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=742008>*), le Dr al-Aloul a indiqué qu'il ne se rendrait pas à la convocation de la police.

Pour justifier son refus, le médecin palestinien a invoqué des arguments de procédure faisant valoir que la convocation était *"illégale et contraire aux règles professionnelles"* ajoutant que *"les experts légistes ne peuvent être convoqués que par un tribunal ou par le procureur mais pas par la police pour un interrogatoire"*. (*"Dr Sabir al-Aloul told Ma'an that the summons he received from Israeli police "is illegal and unprofessional." Pathologists can be summoned by a court or by district attorney but not by police for interrogation"*).

Sur le fond du dossier, **Dr al-Aloul est resté très évasif et n'a en rien confirmé les affirmations de l'avocat** de la famille du chauffeur de bus qui avaient été rapportées par l'AFP.

*"After I participated in the autopsy of al-Ramouni, **I wrote a report** and handed it to the Palestinian minister of health in accordance with legal protocol an hour before the victim's body was buried."*

*The pathologist confirmed that **he worded his report without being "under pressure."***

*Asked about Israeli claims that he signed a report by the Israeli Institute of Forensic medicine in Abu Kab that al-Ramouni committed suicide, the Palestinian pathologist said: **"I haven't signed any reports in Israel."***

*He added that **"usually every pathologist who attends an autopsy writes a separate report of his own."***

Ainsi, le médecin palestinien se borne à signaler

- Qu'il a remis un rapport "rédigé sans aucune contrainte" à l'Autorité Palestinienne.

- Il ne donne aucune indication sur les conclusions de ce rapport.

- Il précise ne pas voir signé de document israélien.

- Cette précision ne saurait être interprétée comme une prise de position contraire aux conclusions israéliennes puisque le Dr Al-Aloul souligne d'emblée qu'il est normal dans une autopsie que chaque médecin légiste rédige son propre rapport.

A aucun moment, le médecin palestinien n'affirme privilégier la thèse du meurtre sur celui du suicide.

A aucun moment, il n'affirme être en opposition avec les conclusions de l'autopsie à laquelle il a assisté.

A aucun moment, il ne dément la version rapportée par le médecin israélien, le Dr Chen Kogel, selon laquelle il a exprimé son parfait accord avec toutes les constatations effectuées à chaque étape de l'autopsie.

En affirmant dès le 17 novembre que "le médecin palestinien avait, lui, écarté la thèse du suicide", puis en écrivant à partir du 18 novembre et à plusieurs reprises "la police israélienne a conclu à un suicide, une version contestée par le médecin légiste qui a examiné le corps de Youssef Ramouni", l'AFP a pour le moins diffusé une information

non avérée.

En passant sous silence les déclarations du Dr Chen Kogel au Haaretz, l'AFP semble elle-même avoir privilégié la thèse du meurtre raciste sur celle du suicide.

(A noter, sur ce point, que l'AFP oppose constamment la thèse de "la police israélienne" à celle du "médecin palestinien", rajoutant à ce dernier le magistère moral que lui confère son titre de médecin, alors que s'est bien une équipe médicale israélienne - au moins aussi indépendante des autorités israéliennes que le Dr Al-Aloul ne l'est de l'Autorité Palestinienne...- qui a livré ses conclusions communiquées par le porte-parole de la police).

En ne faisant pas état du refus du Dr Saber al-Aloul de se rendre à la convocation de la police et en ne rapportant pas ses propos, diffusés le 24 novembre par l'agence palestinienne Ma'an, l'AFP s'est abstenue de livrer des éléments essentiels susceptibles de remettre en cause les accusations graves de "crime raciste" perpétré par des "extrémistes juifs", diffusées à ses abonnés les jours précédents.

Une campagne de manipulation de l'opinion palestinienne aux conséquences meurtrières

La mort du chauffeur de bus Youssef Ramouni a semble-t-il donné lieu à une campagne d'incitation à la violence auprès des populations palestiniennes.

L'un des éléments centraux de cette campagne a consisté à accréditer la thèse d'un "meurtre raciste", en procédant notamment à une présentation déséquilibrée des témoignages et à la manipulation de certains d'entre eux.

Les autorités palestiniennes ont largement alimenté cette campagne.

Dès le lundi 17 novembre, le juge suprême de Palestine, Mahmoud al-Habbash a accusé le gouvernement israélien d'être responsable du "meurtre" de Youssef Roumani.

Une dépêche diffusée par l'agence Ma'an (<http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=740552>) rapporte ainsi les accusations du magistrat palestinien

"Mahmoud al-Habbash a déclaré que le "meurtre" de Ramouni était "un crime brutal qui montre la mentalité criminelle qui domine la société israélienne" (...) et qui reflète un degré d'agressivité en Israël à l'encontre des arabes et des musulmans qui s'inscrit dans le cadre d'incitations racistes des leaders de l'occupation et de la protection qu'ils apportent aux colons terroristes. al-Habbash a ajouté que ***l'actuelle "série de crimes" contre le peuple palestinien, en particulier à Jérusalem, créerait une réaction populaire palestinienne incontrôlable qui conduirait à la guerre de religion***".

Dès le lendemain, 18 novembre, deux civils palestiniens ont attaqué au petit matin, "à la hache, au couteau et au pistolet", une synagogue de Jérusalem tuant cinq israéliens.

L'AFP elle-même a établi une relation entre cet attentat anti-juif et le regain de tension survenu la veille après l'annonce de la mort du chauffeur de bus.

"L'attaque (...) est la plus meurtrière depuis des années à Jérusalem et elle est intervenue au surlendemain de ce que les Palestiniens ont appelé "le meurtre raciste" d'un chauffeur de bus palestiniens à Jérusalem-Ouest" (...) Depuis la découverte de son corps, la Ville sainte, entrée en juin dans un cycle de représailles sans fin, était encore en peu plus sous tension".

En conclusion, compte tenu de la manière avec laquelle l'AFP a rendu compte des témoignages, a accredité certains d'entre eux alors qu'ils n'étaient pas avérés et a passé sous silence ceux qui confirmaient la thèse du suicide, il est permis de s'interroger sur le degré de participation de l'agence française à la campagne de désinformations suscitée par certains relais d'opinion palestiniens et sur sa responsabilité au moins morale dans les violences que cette campagne a entraînées.

11) - L'attentat contre une synagogue de Jérusalem, 18 novembre

L'attaque à la hache, au couteau et avec des armes à feu perpétrée par deux Palestiniens contre les fidèles d'une synagogue de Jérusalem-Ouest, qui fera cinq victimes, va donner lieu à une présentation déséquilibrée des faits, accompagnée de commentaires tendancieux, de la part de l'AFP.

Durant toute l'après midi et la soirée, l'Agence France Presse diffusera cinq synthèses réactualisées de l'événement.

Dans ces synthèses, l'AFP indiquera que l'attaque a eu lieu dans une synagogue du quartier de Har Nof, "*considéré comme un **bastion** du Shass, un parti ultraorthodoxe*". Il faut souligner l'emploi d'un tel terme à la connotation militaire pour qualifier le lieu d'un attentat contre des civils.

A propos des deux auteurs de la tuerie, l'AFP précisera qu'il s'agit de "*deux jeunes Palestiniens, **pères de plusieurs enfants** (qui) ont été abattus par la police*"

A propos des victimes, l'AFP se bornera à indiquer que trois d'entre elles "*avaient la double nationalité israélo-américaine et un autre était israélo-britannique*".

On peut légitimement s'interroger sur les raisons qui conduisent l'AFP à humaniser ainsi les auteurs de l'attentat en les présentant comme des "*pères de famille*" nombreuse et à ne fournir en ce qui concerne leurs victimes que des renseignements administratifs relatifs à leur statut de bi-nationaux.

Revenant sur le climat de tension régnant depuis plusieurs semaines à Jérusalem, l'AFP met à nouveau en exergue à plusieurs reprises la responsabilité supposée des "*extrémiste juifs*":

*"Cette attaque vient jeter de l'huile sur le feu alors que les tensions sont déjà très vives dans la Ville sainte, notamment autour de la très sensible esplanade des Mosquées, où **des extrémistes juifs** ont récemment intensifié leur campagne pour obtenir le droit d'y prier. Les Palestiniens et les musulmans craignent que M. Netanyahu ne cède à la pression des **extrémistes**, bien qu'il ait répété n'avoir aucune intention de modifier le statu quo" (...) La Ville sainte est entrée dans un engrenage de violences depuis que des **extrémistes juifs** ont brûlé vif, début juillet, un adolescent palestinien de Jérusalem-Est, assurant agir par vengeance après le meurtre de trois israéliens.*

Il faut souligner, à ce stade, que les palestiniens auteurs d'agressions ou de meurtres de civils Israéliens ne sont jamais qualifiés "d'extrémistes" par l'Agence France Presse (voir plus bas).

L'AFP poursuit en rappelant la mort du chauffeur de bus palestinien et en s'appuyant à nouveau sur des déclarations inexistantes du médecin palestinien pour accrédi-ter la thèse du meurtre.

"L'attentat est intervenu au surlendemain de ce que les Palestiniens ont dénoncé comme un "crime raciste", celui d'un chauffeur de bus palestinien, Youssef Ramouni, retrouvé pendu dans son dépôt de Jérusalem. La médecine légale israélienne a conclu à un suicide, une version contestée un médecin légiste palestinien".

L'AFP diffusera également tout au long de la journée du 18 novembre **sept versions réactualisée** d'une dépêche consacrée à la décision israélienne de procéder à des "démolitions punitives" des maisons des auteurs des attentats perpétrés dernièrement à Jérusalem.

La dépêche est principalement consacrée à la démolition de l'appartement d'Abdelrahmane Shalodi, l'auteur de l'attaque à la voiture bélier du 22 octobre dernier.

Le journaliste de l'AFP qui s'est rendu sur place, cite notamment la réaction d'un des membre de la famille :

"Où allons-nous aller, nous n'avons plus de maison?", sa lamente sur place Nibras, une jeune soeur".

L'AFP n'a jamais consacré de dépêche aux réactions des familles des victimes de l'attaque à la voiture bélier du 22 octobre perpétrée par Abdelrahmane Shalodi.

En ce qui concerne l'attaque de la synagogue de Jérusalem du 19 novembre, l'AFP ne diffusera **qu'à une seule reprise** dans la journée un reportage sur les réactions des fidèles et des riverains.

Diffusée à 15 h 12, cette dépêche est titrée:

Devant la synagogue endeuillée, horreur et stupeur chez les ultra orthodoxes

Elle décrit *"les badauds (qui) se pressent et les femmes en pleurs (qui) s'entassent derrière le cordon de sécurité"*.

Et rapporte le témoignage d'un des fidèle de la synagogue:

Pour lui, les assaillants se sont trompés de cible en s'attaquant à cette synagogue ultra-orthodoxe: "90% des fidèles refusent de servir dans l'armée israélienne, nous ne sommes pas violents", lance-t-il en larmes (...) "je connais un des jeunes (tués), c'était un excellent étudiant talmudique et il n'aurait jamais fait de mal à une mouche", dit-il.

Cette dépêche ne sera diffusée qu'à une reprise dans l'après midi.

A noter, la formulation du journaliste de l'AFP estimant que *"les assaillant se sont trompés de*

cible" en raison des caractéristiques des fidèles de cette synagogue. Comme si l'attaque d'une autre synagogue répondant à d'autres critères auraient pu être justifiée.

La compassion exprimée à l'égard de l'un des auteurs de l'attentat, présenté comme une victime

Neuf jours après, le 27 novembre, l'AFP publie une dernière dépêche consacrée au sort de la famille de Ghassan Abou Jamal, l'un des auteurs de l'attentat contre la synagogue de Jérusalem, titrée

A Jérusalem, une femme et ses enfants paient pour l'attentat du père

La dépêche, qui décrit longuement l'attente de la famille vivant dans la crainte d'une arrivée des soldats israéliens venant exécuter l'ordre de démolition commence ainsi:

"Elle déambule, dans sa maison vide. Ses trois enfants ne comprennent pas pourquoi ils ne peuvent plus dormir dans leur chambre. C'est parce que leur père a tué cinq personnes dans une synagogue de Jérusalem et qu'Israël fait supporter aux siens les conséquences de ses actes (...) "C'est une punition collective, une décision injuste. Le lendemain de l'attaque ils nous ont tout ça. mais si on avait su que mon mari préparait une attaque, bien sûr qu'on l'aurait arrêté!", lance Nadia, dont le voile noir fait ressortir la blancheur du visage".

La dépêche s'interroge ensuite sur les motivations des auteurs de la tuerie contre la synagogue et tente d'y apporter en début d'explication, sinon de justification. L'argument du "*meurtre raciste*" du chauffeur de bus est à nouveau évoqué, ainsi que les difficultés de Ghassan qui, de meurtrier de quatre fidèles juifs et d'un policier israélien, passe au statut de victime :

*"Toute la famille Abou Jamal assure ne pas comprendre ce qui a poussé Ghassan et Oudai. Deux jours plus tôt, il y avait eu la mort d'un chauffeur de bus palestinien - un suicide selon les légistes palestiniens, **peut-être un meurtre selon le légiste palestinien. Sa mort a secoué les Palestiniens de Jérusalem-Est, qui dénoncent de longue date l'occupation et l'annexion qui les fait se sentir étranger dans leur ville.** Et puis, racontent les proches de Ghassan, il y avait le **désespoir d'un père de famille** qui n'est jamais parvenu à joindre les deux bouts, endetté, incapable parfois de nourrir ses enfants sans l'aide de sa famille à laquelle sa fierté lui interdisait de demander quoi que ce soit".*

12) Des dépêches d'analyses au ton souvent anti-israélien

L'AFP publie régulièrement, parallèlement aux dépêches factuelles, de synthèses et de réactions, des analyses plus subjectives qui tentent d'apporter un éclairage à l'actualité. Tout au long des événements d'octobre et de novembre 2014 l'agence a ainsi diffusé sur son fil des dépêches dont les commentaires et le ton témoignait le plus souvent d'une ligne anti-israélienne.

Face à des Israéliens présentés de manière quasi systématique comme brutaux, faisant preuve d'une violence illégitime et aveugle, extrémistes et même "racistes", l'Agence France Presse campe des Palestiniens "exaspérés", "en colère" dont l'oppression justifierait tous les actes.

La réponse israélienne aux attentats terroristes (souvent qualifiée par l'AFP de "résistance armée") est également disqualifiée en retour, présentée comme des représailles injustifiées ou disproportionnées.

Ainsi, le 18 novembre, l'AFP titre une dépêche

Israël: la voix risquée du tout-répressif

*Après l'attentat meurtrier contre une synagogue, Israël a promis d'être encore plus ferme envers les Palestiniens, **mais privilégier le tout-répressif pourrait faire éclater un contexte déjà explosif, préviennent les experts**", écrit l'AFP qui envisage l'option d'un "déploiement plus important de policiers" à Jérusalem avant d'avertir : "Un tel déploiement pourrait aggraver encore la situation dans la Ville sainte".*

L'AFP critique également les mesures de sécurité préventive prises pour protéger civils juifs et arabes, ne les présente que sous un angle technique et parfois même **sur un ton ironique** ou amusé, en dépit du caractère dramatique des attentats.

Le 6 novembre, dans une dépêche intitulée

Les attaques à la voiture bélier défient la sécurité israélienne

elle écrit:

"Pratiquement imparables, les récentes attaques à la voiture bélier à Jérusalem posent un sérieux défi aux services de sécurité israéliens mais elles témoignent aussi du manque de

moyen de leurs auteurs palestiniens".

Le 13 novembre elle publie une dépêche intitulée

A Jérusalem, la violence réveille les peurs et les réflexes de l'Intifada

*"Avec le retour des attentats, les habitants de Jérusalem ont retrouvé les angoisses et les réflexes de la dernière intifada", écrit la dépêche qui décrit des scènes vues dans une artère commerciale frappée par les récents attentats à la voiture bélier et surveillée désormais par des policiers israéliens en moto : "**Lunettes noires, tenues pare-balles ajustées, les "cow-boys" de la police juchés sur leurs moto bruyantes, jouent à plein gaz la carte de la présence dissuasive**".*

A propos des blocs de béton disposés aux abords des stations du tramway pour protéger les passagers contre les attaques à la voiture bélier, l'AFP écrit:

*Décriés par plusieurs dirigeants qui y voient un "**aveu de peur**", certains de ces blocs ont été **peinturlurés par de petits malins** aux couleurs du célèbre jeu de casse-tête "**Rubik's cube**". Peut-être une **métaphore du casse-tête sécuritaire sur lesquels les responsables israéliens vont devoir s'acharner pendant des semaines, voire des mois**".*

On en conviendra, ce ton léger et volontiers badin tranche singulièrement avec le ton dramatique employé lorsqu'il s'agit de décrire la situation et l'état d'esprit des populations palestiniennes.

Le 24 novembre, à la suite de la série d'attentats meurtriers à l'issue desquels les auteurs ont été abattus par la police, l'AFP diffuse une dépêche intitulée:

Israël accusé par les ONG d'inciter les policiers de "tirer pour tuer"

"Palestiniens et défenseurs des droits de l'homme accusent Israël d'inciter ses forces de sécurité à abattre les auteurs présumés d'attaques, pour ne pas avoir à les libérer dans le cadre d'échange de prisonniers que l'Etat hébreu dit ne plus vouloir pratiquer", avance la dépêche dans son premier paragraphe.

A l'appui de ces accusations, l'AFP cite le ministre israélien de l'Intérieur, Yitzhak Aharonovitch qui a déclaré: "un terroriste qui attaque des civils est un homme mort" et rapporte différents cas de Palestiniens, abattus lors des attentats qu'ils étaient en train de commettre

- Abdelrahmane Shalodi, l'auteur de l'attaque à la voiture bélier du 22 octobre, est décrit par l'AFP comme "**la première victime des ces exécutions sans procès**".

- Muataz Hijazi, l'auteur de la tentative d'assassinat contre le rabbin Yehuda Glick, présenté par l'AFP comme un Palestinien ayant "**tenté d'assassiner une figure de l'extrême droite juive religieuse**". (voire plus haut les circonstances de la tentative d'arrestation de Muataz Hijazi lors de laquelle l'AFP a escamoté un témoignage d'un témoin)

- Les cousins Oudaï et Ghassan Abou Jamal qui, rappelle l'AFP, **ont été abattus par la police après avoir tué cinq personnes dans une synagogue, un attentat qui a fortement marqué les esprits**".

"Aucun d'eux n'aura eu de procès", appuie l'AFP qui affirme qu'il s'agit là d'une politique volontaire de tuer avant toute enquête judiciaire.

Déséquilibre des sources

A l'appui de cette affirmations, l'AFP cite différentes sources qui relaient ces accusations:

- Une journaliste du quotidien d'opposition de gauche Haaretz, Carolina Landsmann, qui a publié dans le journal une tribune accusant les autorités israéliennes "**de préférer un terroriste tué sur place plutôt que traduit devant la justice**".

- La direction palestinienne qui a "**dénoncé dans des lettres aux Nations unies des "exécutions extra-judiciaires" et des "meurtres délibérés"**".

- Amnesty International, qui dit "**fortement soupçonner des meurtres délibérés**".

- L'ONG israélienne B'Tselem pour qui les déclarations du ministre israélien Yitzhak Aharonovitch représentent "**un appel provocant à contrevenir à la loi et à mener des exécutions sans procès**".

- L'association pour les droits civils en Israël (ACRI) qui estime que "**les policiers jouent le rôle du jury, du juge et du bourreau**"

Face à ces cinq sources qui n'apportent aucune preuve à l'appui de leurs affirmations et qui ne font que relayer des commentaires identiques les uns aux autres, l'AFP réserve quatre lignes, en fin de dépêche, au démenti des autorités israéliennes.

"Pour la police, tous ces cas relèvent de la légitime défense: "La loi définit des étapes. Parmi elles, il y a celle où le danger est réel, immédiat et menace la vie du policier innocent et d'innocents autour de lui, alors le policier tire", explique Luba Samri, sa porte-parole. "C'est

tué ou être tué", selon elle.

Dans cette dépêche, l'AFP ne cite pas les terroristes blessés encore récemment lors des attentats soignés dans les hôpitaux israéliens ou les policiers et soldats israéliens blessés ou tués pour ne pas avoir réagi assez vite face à des auteurs d'attentats.

L'AFP exonère également l'Autorité Palestinienne de toute responsabilité dans les attentats.

Le 20 novembre, dans une dépêche, diffusée deux jours après l'attentat sanglant de Jérusalem, intitulée:

Abbas impuissant face aux auteurs d'attentats

L'AFP écrit:

*"A chaque nouvel attentat, Israël accuse le président Palestinien d'inciter à la violence, mais **Mahmoud Abbas n'a ni le pouvoir politique ni la force policière pour influencer les auteurs isolés** agissant en dehors de toute organisations, estiment **les experts. Les spécialistes sont catégoriques**: M. Abbas ne peut ni encourager ni faire cesser les attaques, et les accusations israéliennes sont un "moyen rhétorique" pour **nuire à l'offensive diplomatique internationale palestinienne**, dont les premiers résultats apparaissent.*

Les "experts" et les "spécialistes catégoriques" dont les avis sont rapportés dans la dépêche de l'AFP sont en fait trois.

- Le chercheur en sciences politiques et spécialiste de la question palestinienne, Julien Salingue

- L'historienne et politologue, Stéphanie Latte Abdallah

- Le chercheur associé au Centre Carnegie, Nathan Brown

Ces trois chercheurs sont des spécialistes de la question palestinienne et des arabisant connus pour leurs analyses et prises de positions sans indulgence à l'égard d'Israël. Ce n'est pas leur faire injure que de considérer qu'ils sont plutôt favorables aux thèses de l'Autorité Palestinienne. La dépêche de l'AFP, elle, paraît manquer une fois de plus au principe du contradictoire et au respect de l'équilibre, car elle semble n'avoir trouvé à Jérusalem aucun chercheur ou spécialiste en mesure d'expliquer de manière positive la position d'Israël.

La dépêche qui réfute toute "*influence*" de Mahmoud Abbas sur les auteurs d'attentat ne dit mot des campagnes d'incitation à la haine et à la violence dans les médias et institutions palestiniennes, dénoncées régulièrement par de nombreux organismes et intellectuels

israéliens.

La dépêche se résume ainsi à un plaidoyer univoque exonérant l'Autorité Palestinienne de toute responsabilité dans la survenance des violences et rejetant *in fine* cette responsabilité sur Israël.

"Abbas a dans son ADN le rejet de la violence armée", soutient ainsi Julien Salingue.

"Si son langage s'est durci, il faut y voir le résultat de la crise actuelle, pas la cause", surenchérit Nathan Brown.

Au sujet de la récente vague d'attentat, l'AFP poursuit:

"La plupart (des attentats) ont ensanglanté Jérusalem là où Israël "mène une politique constante pour démanteler toute forme d'action politique" palestinienne, souligne Stéphanie Latte Abdallah, historienne et politologue. C'est de ce "vide politique" qu'est né "un espace pour ce type d'initiative individuelles", confirme M. Salingue. Pour Mme Latte Abdallah, les attentats récents sont des "actes spontanés, mal organisés, perpétrés en réaction et non pas pensés en amont par une structure" politique ou militante" (...) Mais, prévient Mme Latte Abdallah, "si Israël n'utilise que le discours sécuritaire et n'apporte aucune réponse politique, cela ne pourra aboutir qu'à des actes de plus en plus désespérés".

Il faut souligner qu'on a rarement rassemblé en quelques lignes autant d'expression édulcorées pour évoquer une vague d'attentats terroristes visant aveuglement des civils. Si Mme Latte Abdallah hésite entre des "actes spontanés", "mal organisés" ou "de plus en plus désespérés", M. Salingue n'hésite pas à qualifier la vague d'attaques à la voiture bélier, ou des attentats à la hache, au couteau et au pistolet contre des fidèles juifs priant dans une synagogue d' "espace pour ce type d'initiative individuelles". Quant à une éventuelle préparation plus élaborée par une organisation terroriste islamiste, elle devient dans la bouche de l'un des chercheurs "un acte pensé en amont par une structure politique ou militante".

Le 31 octobre, L'AFP publie une dépêche intitulée

A Jérusalem, la jeunesse palestinienne à bout rêve d'Intifada

Dans laquelle elle dresse une fois de plus le portrait compatissant, sinon complaisant, de jeunes arabes qu'elle présente comme désespérés et qu'elle oppose aux "juifs" rendus collectivement responsables de la politique d'oppression dont se plaignent les Palestiniens.

"Hicham est né avec la deuxième Intifada il y a 14 ans tout juste et aujourd'hui dans son camp de réfugié de Jérusalem-Est, il se prend à rêver d'un nouveau soulèvement pour défendre Al-Aqsa, l'emblématique mosquée de la ville (...) Chômage, brimade, colonisation... Les raisons de la colère qui se manifeste sont multiples, mais c'est pour Al-Aqsa que tous se

*disent être prêts à se battre. Au delà de la religion, Al-Aqsa et l'esplanade des Mosquées sont devenues le symbole de **l'oppression israélienne vécue au quotidien**.*

Pour Hicham, dont les grands yeux en amande brillent sous la capuche gris clair de son pull, les visites de plus en plus nombreuses de juifs sur l'esplanade sont comparables aux incursions de plus en plus fréquentes des soldats israéliens dans son camp de réfugiés de Chouafat.

(...)

*"Il n'y a pas de paix à Jérusalem, c'est l'Intifada", renchérit Mohamed 20 ans. (...) **"Je ne peux pas supporter de voir les colons sur l'esplanade des Mosquées, alors que les musulmans sont interdits d'y entrer"**, affirmer-t-il en référence aux restrictions d'âge à l'entrée du site régulièrement imposées par Israël.*

*Pour Waël Mahmoud, travailleur social (...) la colère mûrit depuis longtemps devant une colonisation israélienne qui gagne du terrain et fait craindre aux Palestiniens de n'être plus là pour longtemps. (...) "La pression monte depuis des années. Le chômage des jeunes est fort et même ceux qui travaillent ne peuvent faire face au coût de la vie élevé. **Le racisme des colons est toujours plus virulent**. Les attaques sont quotidiennes et Al-Aqsa est venu s'ajouter à tout cela", explique cet homme en même temps qu'il tente une médiation avec l'armée israélienne. Celle-ci achève ce soir-là de fermer tous les accès à son quartier.*

A noter, l'amalgame constant opéré par cette dépêche entre juifs, soldats, colons. C'est désormais la venue de simples visiteurs "juifs", dans leur ensemble, qui est assimilée à une agression, ces derniers étant même comparés à des "soldats". Les "colons" sont accusés collectivement et de manière indiscriminée de "racisme", aucun acte de violence palestinienne à l'égard des juifs ne recevant jamais une telle qualification. La population juive de Jérusalem-Est est globalement présentée comme un envahisseur.

La présence des "colons juifs" à Jérusalem est constamment diabolisée et présentée en des termes outranciers.

Ainsi, le 22 octobre, l'AFP publie une dépêche intitulée:

A Silwan, les colons mènent une judaïsation rampante de Jérusalem-Est

La dépêche décrit les méthodes employées, selon elle, par les "colons" pour "s'approprier des maisons et **judaïser** la partie annexée de la ville sainte". L'AFP indique qu'au cours du mois écoulé, "les colons ont pris possession de 35 appartements, certains par la force disent les palestiniens, **d'autres en toute légalité, dont ceux de la famille Rajabi**"

La dépêche relate l'histoire de cette famille qui affirme avoir vendu à son insu l'immeuble lui

appartenant à des colons après avoir été abusé par un "homme de paille" palestinien.

*"Le bâtiment est aujourd'hui entre les mains des colons. "Les gens nous accusent d'avoir sciemment vendu" à des colons. "Mais on ne savait pas", se plaint Zouheir. Sa famille a jugé nécessaire de publier dans la presse la photocopie du contrat de vente à l'agent palestinien. Il y va de leur honneur. il peut y aller aussi de leur sécurité. Des Palestiniens de Jérusalem-Est ont payé de leur vie par le passé le fait d'avoir vendu à des colons. La loi palestinienne punit une telle trahison de la prison à vie et des travaux forcés. "On aurait dû être plus vigilant, mais on ne put plus revenir en arrière. **Les colons sont comme un cancer qui se répand dans le corps jusqu'à ce que mort s'ensuive**", lâche Zouheir".*

La dépêche ne donne à aucun moment la version des "colons" mis en cause qui ne semblent pas avoir été contactés par le journaliste de l'AFP.

En revanche la dépêche se termine par l'intervention d'un militant du mouvement "La Paix maintenant".

*Hagit Ofran, de l'organisation anti colonisation La Paix maintenant, relativise l'impact des appropriations comme celles de Silwan (...) Elle met en garde contre **un autre danger, plus pernicieux** à ses yeux: celui d'un **tourisme de masse pro-juif** dans tout Jérusalem-Est".*

Le 29 octobre, l'AFP publie une nouvelle dépêche sur le même thème,

A Jérusalem-Est, le théâtre national en cas d'école de la colonisation rampante

La dépêche décrit à nouveau "les manipulations auxquelles se livreraient les colons juifs pour déposséder les Palestiniens de leurs maisons et **judaiser Jérusalem-Est**". Elle décrit en détail les "faux grossiers", "les fraudes" et les "**sombres méthodes**" qui, selon les Palestiniens, auraient été employées par les colons juifs pour racheter le bâtiment abritant le Théâtre national palestinien.

Parmi ces méthodes, l'AFP recense l'utilisation d' "**hommes de pailles, de sociétés écran et même la loi**" (!).

A aucun moment, l'AFP ne donne la parole aux acquéreurs de l'immeuble, et se borne à indiquer qu'elle n'est pas parvenue à joindre un représentant des acquéreur.

Sur ces dernières dépêches, l'AFP procède à un amalgame permanent entre israéliens, colons, juifs, touristes juifs pour délégitimer globalement leur présence de quelque nature que ce soit à Jérusalem-Est. L'utilisation d'un vocabulaire très péjoratif ("**cancer, judaïsation rampante, fraude, sombres méthodes, danger pernicieux...**") procède d'une diabolisation systématique des juifs qu'ils soient habitants, "colons" ou même simple touristes.

Il n'est quasiment jamais donné la parole en particulier aux "colons" qui sont pourtant régulièrement mis en cause.

Conclusion de cette première partie

L'analyse approfondie des dépêches diffusées par l'Agence France Presse durant les mois d'octobre et de novembre 2014, ne manque pas de soulever la question de manquements répétés par l'AFP des valeurs et engagements qu'elle a elle-même énoncés. A de trop nombreuses reprises, les principes de vérité, d'impartialité et de pluralisme, tels qu'ils ont été définis par l'agence, semblent ne pas avoir été respectés. La "vérification rigoureuse" des faits n'a pas toujours été effectuée (notamment en ce qui concerne la réalité des déclarations prêtées au médecin légiste palestiniens dans l'affaire de la mort du chauffeur de bus). L'omission d'éléments significatifs (comme dans la même affaire, le témoignage du médecin israélien, ou la disparition inexplicquée d'un témoignage pourtant essentiel dans les circonstances de la mort de l'auteur de la tentative d'assassinat du rabbin Yehuda Glick) ont dans plusieurs cas faussé le caractère complet de l'information et en ont faussé le sens.

Ce déséquilibre se manifeste également par des déséquilibres flagrants dans le traitement des sources qui s'avère être toujours en faveur des Palestiniens, la partie israélienne étant le plus souvent réduite à la portion congrue. Contrairement aux engagements de l'AFP, le choix des mots employés traduit un jugement de valeur permanent qui semble témoigner d'une volonté d'apporter une opinion sur les faits présentés et de favoriser l'un des camp, en l'occurrence le camp palestinien, au détriment des Juifs et des Israéliens.

Ce parti-pris anti-israélien donne à penser que l'Agence France Presse ne respecte pas pleinement le principe d'indépendance qu'elle prône à l'égard des groupes politiques et que dans le dossier complexe du conflit israélo-palestinienne elle se retrouve de manière plus ou moins volontaire et consciente sous l'influence des diverses composantes de la société palestinienne dont elle diffuse et répercute les positions ainsi que sa propagande.

Ces manquements aux "valeurs et engagements" de l'AFP, s'ils sont avérés, posent un grave problème car ils participeraient le cas échéant aux campagnes d'incitation à la haine organisées par divers groupes palestiniens à l'encontre des Israéliens et des Juifs et sont susceptibles d'engager la responsabilité au moins morale de l'Agence France Presse.

Les valeurs et les engagements de l'AFP

La **vérité**, l'**impartialité** et le **pluralisme** sont ainsi les règles d'or de l'Agence France-Presse.

Ces valeurs sont la garantie d'une **information rigoureuse, vérifiée et dégagée** de toute influence politique ou commerciale.

La vérité

La vérification rigoureuse des **faits** et leur **explication** claire sont les plus sûrs moyens d'approcher de la vérité. Nous veillons également au caractère **complet** de toute information : **l'omission d'un élément significatif risque d'en fausser le sens**. Les spéculations et les rumeurs n'ont pas de place dans nos services, à moins qu'elles provoquent des conséquences tangibles réelles.

La correction des erreurs, même découvertes longtemps après leur apparition, **est obligatoire**. Elle participe du même respect de la vérité.

L'impartialité

L'objectivité est un idéal difficile à atteindre. La seule hiérarchisation des faits, inévitable, peut orienter le jugement du lecteur. Cela ne nous empêche pas d'être **aussi rigoureusement neutres que possibles**. De par son statut, l'**AFP est indépendante** du gouvernement français et de **tout groupe d'intérêts politiques** ou économiques. **Aucun utilisateur des informations de l'AFP ne doit pouvoir y déceler une opinion sur les faits présentés.** Et le journaliste doit avoir la conviction intime de rendre compte de l'événement sans l'altérer.

Le Pluralisme

Beaucoup de nouvelles portent sur des **conflits** et des confrontations d'idées. **Notre devoir est de présenter les positions de toutes les parties concernées, sans favoriser quiconque.**

Si cela s'avère impossible dans l'immédiat, nos tentatives de joindre tous les protagonistes doivent être signalées dans le corps de l'information. Et répétées à la première occasion.

Deux valeurs accessoires revêtent également une grande importance. L'exigence de **clarté** n'a pas besoin d'être précisée. La **rapidité** est tout aussi important pour nos clients. Mais elle doit être subordonnée à la **vérité**, autrement dit à l'exactitude et à la fiabilité de l'information, toujours prioritaires. Nous devons poursuivre les deux objectifs en même temps, être **rigoureux et rapides**.

Le respect de ces principes dans un monde menacé par l'inflation de nouvelles de provenance et de qualité incertaines constitue un argument de poids auprès de nos abonnés qui paient pour recevoir des informations dignes de foi.